2017
RAPPORT FINANCIER

BOUYGUES CONSTRUCTION

Shared **innovation**

4 RAPPORT DE GESTION

24 COMPTES CONSOLIDÉS

30 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

30 • Faits significatifs de l'exercice
30 • Principes et méthodes comptables du Groupe
39 • Actif non courant
46 • Actif courant
48 • Capitaux propres
49 • Provisions non courantes et courantes
50 • Actifs et passifs d'impôts non courants
52 • Dettes financières non courantes et courantes
54 • Principaux éléments de variation de l'excédent financier net
55 • Autres passifs courants
56 • Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité
57 • Résultat opérationnel et EBITDA
58 • Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers
59 • Impôts sur le résultat
60 • Résultat net et résultat dilué par action
61 • Information sectorielle
63 • Instruments financiers
65 • Engagements hors bilan au 31 décembre 2017
66 • Engagements hors bilan au 31 décembre 2016
67 • Effectif moyen et engagements envers le personnel
69 • Informations sur les parties liées
70 • Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie
72 • Impacts liés à la première application des normes IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers »
79 • Honoraires des Commissaires aux comptes
80 • Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2017

85 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

88 COMPTES INDIVIDUELS

Bouygues Construction : l'innovation partagée

Bouygues Construction conçoit, réalise et exploite des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie. Acteur global de la construction, il est présent dans plus de quatre-vingts pays

Chiffres clés

320 M€
de résultat net part du Groupe
(stable)

47 354
collaborateurs

21,2 MD€
Carnets de commandes
(+ 5 % et + 7 % à taux de change constants)

11 660 M€
de chiffre d'affaires,
(- 1 %)

3,1 %
de marge opérationnelle courante
(+ 0,3 point)

Faits marquants

Contrats majeurs signés

- Grand Paris ligne 15 Sud, lots T2A et T3A
- Première *smart city* de France à Dijon
- Aménagement d'une tour sur le site du *Golden Shoe Car Park* à Singapour
- Métro de Melbourne et cinq fermes solaires en Australie

Ouvrages en cours

- Deux tunnels à Hong Kong (Tuen Mun-Chek Lap Kok Link et Liantang)
- Pont de Hong Kong - Zuhai - Macao
- Nouvelle Route du Littoral à la Réunion
- Connexion autoroutière NorthConnex en Australie
- Hôpital UCLH de protonthérapie à Londres
- Extension en mer de Monaco (Anse du Portier)
- Extension du port de Calais

Ouvrages livrés

- Tribunal de Paris
- *La Seine Musicale* à Boulogne-Billancourt
- Hôtel Le Crillon
- Aéroport de Zagreb
- Hôtel Morpheus (complexe *City of Dreams*) à Macao

Rapport de gestion

Introduction

Bouygues Construction intervient dans le bâtiment, les infrastructures et l'industrie avec la volonté d'être **un acteur global positionné sur chaque maillon de la chaîne de valeur de la construction.**

Bouygues Construction est reconnue comme **un acteur de référence en matière de construction durable** réalisant de nombreux écoquartiers, des bâtiments bas carbone (construction bois), des ouvrages aux meilleurs écostandards mondiaux ou des réhabilitations de sites pour atteindre « l'énergie positive »[1].

L'entreprise est de plus en plus présente sur des ouvrages de grande ampleur à forte valeur ajoutée et sur des projets à plus grande échelle allant du quartier à la ville connectée.

Responsable et engagé, Bouygues Construction assume pleinement **sa responsabilité sociale et sociétale** en s'engageant fortement en matière d'éthique commerciale et managériale et en donnant la priorité à la santé-sécurité.

Stratégie de développement et opportunités

La stratégie de Bouygues Construction dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie, s'articule autour de deux axes :
- développer son fonds de commerce dans les pays où elle est implantée de manière pérenne (France, Suisse, Hong Kong, Australie, Grande-Bretagne, Canada, etc.), en s'appuyant sur des offres innovantes et ;
- cibler de manière générale des opérations à forte valeur ajoutée en pratiquant une grande sélectivité pour maîtriser les risques.

Plus particulièrement, Bouygues Construction a pour ambition :
- d'accroître ses modes d'intervention et ses compétences en **développement immobilier** en s'appuyant sur son réseau LinkCity[2] ;
- de se positionner comme un **acteur leader de la conception et de l'exploitation de *smart cities* ;**
- d'être un **acteur de premier plan sur le marché des grandes infrastructures** (ponts, tunnels, réparation d'ouvrages) et des réseaux électriques en France et à l'international ;
- de proposer, dans le domaine de la **production d'énergie,** des offres clés en main (centrales, fermes solaires, etc.), en privilégiant les partenariats stratégiques et en positionnant Bouygues Construction sur le marché des EPC (*Engineering, Procurement and Construction*) ;
- d'élargir ses compétences dans les domaines du **processus et de la maintenance industriels,** et développer ses compétences de pointe (robotique, automatisme, *smart buildings*, Internet des objets, etc.) ;
- de développer des offres d'**infrastructures de télécommunications** en France et à l'international.

Dans ces différentes activités, Bouygues Construction :
- **propose des offres globales** répondant aux besoins de ses clients en capitalisant sur ses connaissances des marchés dans les secteurs clés (réhabilitation, santé, hôtellerie, etc.) ;
- **veille à la satisfaction de ses clients** dans la durée, notamment par la maîtrise de l'exécution, la qualité des réalisations et l'accompagnement après-vente.

Par ailleurs, l'entreprise investit pour une productivité accrue et pour améliorer sa performance dans l'acte de construire.

Forces et atouts

Innovante, responsable et engagée, Bouygues Construction peut, dans l'ensemble de ses métiers, compter sur de solides atouts :
- un **savoir-faire** qui repose sur le talent de ses 47 354 collaborateurs, répartis dans plus de quatre-vingt pays, qui partagent les mêmes valeurs au service des clients ;
- **des offres « différenciantes » et à forte valeur ajoutée** en misant sur l'innovation sous toutes ses formes :
  - **digitale,** notamment avec la maquette numérique BIM (***Building Information Modeling***) pour industrialiser les processus et modes opératoires tout en favorisant le partage d'information jusqu'au cœur de ses chantiers ;
  - **technique,** avec des équipes R&D dédiées aux grands domaines d'évolution de ses métiers (matériaux et structures, performance énergétique, modes constructifs, ergonomie et productivité, écoconception, bâtiments connectés, quartiers durables et services à la ville, tunneliers et précontrainte) ;
  - **opérationnelle,** grâce aux démarches de *Lean Management* généralisées à tous les niveaux pour gagner en efficacité et à l'industrialisation de ses processus de construction ;
  - **commerciale,** pour proposer des offres qui prennent en compte les usages des clients finaux ;
  - **financière,** notamment dans le domaine du financement de projet ;
  - **managériale,** avec l'amélioration continue de ses organisations et de la qualité de vie au travail, le déploiement du travail collaboratif, pour gagner en agilité et en performance ;
- **une forte présence internationale :** présent sur les cinq continents, Bouygues Construction intervient de façon pérenne grâce à ses filiales locales bien implantées, mais aussi sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires lui donnent la flexibilité nécessaire pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international ;
- **une longue expérience en gestion de projets complexes :** des équipes motivées au savoir-faire à forte technicité permettent à Bouygues Construction de répondre parfaitement aux besoins de ses clients publics et privés ;
- **une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés :** le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements sur les marchés les plus dynamiques ;
- **une maîtrise des risques opérationnels et financiers :** l'application stricte des procédures à tous les niveaux de son organisation garantit à Bouygues Construction une sélection pertinente et la bonne exécution des projets ;
- **de solides performances financières :** ces dix dernières années illustrent la capacité de Bouygues Construction à maintenir une profitabilité et une structure financière solides.

Positionnement concurrentiel

L'organisation des groupes concurrents rend difficile les comparaisons au niveau du périmètre de Bouygues Construction.
- **Europe :** le pôle Activités de construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est le **troisième constructeur européen** derrière l'Espagnol ACS (dont le leader allemand Hochtief est une filiale depuis 2011) et le pôle *Contracting et Immobilier* de Vinci, et devant Skanska (Suède) et Eiffage (France), selon le classement 2016 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2017 ;
- **Monde :** d'après le classement 2016 de l'étude ENR parue en août 2017, le pôle Activités de construction du groupe Bouygues, représenté par ses trois filiales, se place **sixième constructeur international** (classement établi sur la base de la part de chiffre d'affaires réalisée à l'international) ;
- **France :** pour ses activités de bâtiment et de travaux publics, Bouygues Construction (hors Bouygues Energies & Services) est **l'une des trois majors** devant Eiffage Construction et derrière Vinci Construction (classement 2016 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2017), sur un marché d'environ 200 milliards d'euros (estimation Euroconstruct - Décembre 2017). Pour les activités d'énergies et de services, Bouygues Energies & Services se place en sixième position après Vinci Energies, Spie, Eiffage Énergie, Engie Cofely et Engie Ineo (classement 2016 du magazine *Le Moniteur* de décembre 2017).

Performance commerciale record et résultats financiers en progression

Une prise de commandes exceptionnelle

En 2017, la prise de commandes atteint le niveau record de 13 130 millions d'euros. Elle inclut quinze contrats d'un montant supérieur à 100 millions d'euros (dont dix à l'international).

En **France,** la prise de commandes s'établit à 6 175 millions d'euros, en hausse de 7 % par rapport à 2016. Elle comprend principalement les projets du Grand Paris (lots T2A et T3A de la ligne 15) et le projet Eole avec la SNCF pour le prolongement du RER E. Elle comprend également la rénovation du centre commercial *Les 3 Fontaines* à Cergy, la réalisation du siège social d'Orange à Issy-les-Moulineaux, la réhabilitation de la Bourse du Commerce de Paris ainsi que le projet *Smart City* de l'agglomération de Dijon.

À **l'international,** la prise de commandes s'élève à 6 955 millions d'euros, en légère hausse par rapport à 2016. Elle comprend le projet du Métro de Melbourne, et cinq fermes solaires en Australie, des travaux supplémentaires pour le projet de tunnel Tuen Mun-Chek Lap Kok à Hong Kong, le complexe multi-usages *Golden Shoe Car Park* (deuxième tour la plus haute de Singapour), l'extension du métro de Manille aux Philippines, la construction de quatre tours à Yangon au Myanmar (ex-Birmanie), le contrat complémentaire pour la centrale de secours des EPR d'Hinkley Point (groupes électrogènes), un ensemble immobilier de bureaux et de logements *Oassis* à Crissier (Suisse) et l'hôpital Mackenzie à Vaughan au Canada.

En 2017, les bâtiments sous labellisation ou certification environnementale représentent 69 % de la prise de commandes (76 % en 2016).

Un carnet de commandes record offrant une visibilité à long terme

Fin 2017, le carnet de commandes s'établit au niveau élevé de 21,2 milliards d'euros (+ 5 % par rapport à fin décembre 2016 à périmètre et change constants), dont 57 % à exécuter à l'international. Les zones Europe (hors France) et Asie - Pacifique sont les deux zones d'activités les plus importantes à l'international. Fin 2017, l'activité acquise s'établit à 9,0 milliards d'euros pour 2018 et 12,2 milliards d'euros au-delà, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

(1) Bâtiment à énergie positive = bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme
(2) Nouvelle marque des filiales de développement immobilier de Bouygues Construction depuis le 1er janvier 2016

Un chiffre d'affaires stable à périmètre et change constants

En 2017, le chiffre d'affaires s'établit à 11 660 millions d'euros répartis entre Bâtiment et Travaux Publics (78 %) d'une part, et Énergies et Services (22 %) d'autre part. Il est en baisse de 1,3 % sur un an mais en légère progression à périmètre et change constants.

En France, le chiffre d'affaires est en progression de 0,8 % à 5 569 millions d'euros soit 48 % du chiffre d'affaires total. À l'international, le chiffre d'affaires est en retrait de 3 % à 6 091 millions d'euros, en relation notamment avec un effet de change défavorable (- 0,2 % à périmètre et change constants).

Des performances opérationnelles solides

Le résultat opérationnel courant est en forte hausse à 363 millions d'euros (326 millions d'euros en 2016) et la marge opérationnelle courante s'établit à 3,1 %, en progression de 0,3 point par rapport à 2016.

Le résultat financier est de 61 millions d'euros (17 millions d'euros en 2016). Il intègre notamment la cession de la société concessionnaire de Bombela en Afrique du Sud.

Le résultat net part du Groupe s'établit à un niveau élevé de 320 millions d'euros, stable par rapport à 2016.

Un excédent financier net très élevé

L'excédent financier net de Bouygues Construction à fin 2017 s'élève à un niveau record à 3 409 millions, en légère progression par rapport à 2016 (3 387 millions d'euros).

Évolution des marchés et de l'activité de Bouygues Construction

Les enjeux environnementaux et l'urbanisation croissante représentent des défis de plus en plus importants à travers le monde. Par ailleurs, les progrès technologiques offrent des perspectives d'évolution significatives et des opportunités grandissantes. Dans ce double contexte, nos métiers bénéficient d'une forte demande, particulièrement dans la réhabilitation urbaine, la rénovation ainsi que la performance énergétique du logement, des transports, des équipements urbains, des infrastructures d'énergie et des ouvrages fonctionnels.

Bouygues Construction, grâce à son expertise sur l'ensemble de la chaîne de valeur, propose à ses clients des solutions toujours plus compétitives pour le montage de grandes affaires complexes.

Activité Bâtiment et Travaux Publics

En 2017, le chiffre d'affaires pour le bâtiment et les travaux publics atteint 9 108 millions d'euros, en baisse par rapport au niveau de 2016 (9 518 millions d'euros en 2016). L'activité est répartie entre la France pour 47 % et l'international pour 53 %.

France

Le marché de la construction en France est contrasté : la reconduction des dispositifs légaux de soutien à la construction de logements (Pinel, taux zéro, etc.) et les taux faibles favorisent directement le secteur du bâtiment malgré un budget de l'État fragilisé et l'attentisme des investisseurs privés et industriels.

En Île-de-France, le marché de la construction est soutenu de manière durable par le projet du Grand Paris et le besoin important de logements. Le projet du Grand Paris Express (plus grand projet depuis les années 60) représente un marché de plus de 30 milliards d'euros pour les travaux publics à l'horizon 2030.

Par ailleurs, la capitale profite d'un élan de renouveau avec de nombreux appels à projets (programmes : Réinventer Paris, Réinventer la Seine, Inventons la Métropole du Grand Paris [3], etc.) dans un esprit de rénovation et de respect de l'environnement.

Hors Île-de-France, malgré quelques gros projets en travaux publics, la reprise d'activité est lente et fait ressortir des disparités importantes au sein du territoire.

Chiffre d'affaires 2017 : 4 252 millions d'euros (- 3 %)

En Île-de-France, après la livraison courant 2017 de deux ouvrages majeurs, le tribunal de Paris et *La Seine Musicale* à Boulogne-Billancourt, Bouygues Construction continue de réaliser de grands projets d'ouvrages fonctionnels tels que la rénovation de l'hippodrome de Longchamp et la réhabilitation de La Poste du Louvre à Paris. L'entreprise réalise également des projets significatifs de génie civil qui modifieront l'environnement des transports à travers les projets du Grand Paris (lots T2A et T3A de la ligne 15 Sud et ligne 14 du métro parisien).

Dans le secteur de l'immobilier d'entreprise, deux projets significatifs se poursuivent à Paris avec le bâtiment de bureaux *Qu4drans Corne Ouest* et la tour *Alto* dans le quartier d'affaires La Défense. La réhabilitation de plusieurs immeubles de bureaux à Paris tels que le nouveau siège des Échos - Le Parisien s'est quant à elle achevée en 2017.

(3) Plus grande consultation internationale d'aménagement et d'urbanisme d'Europe.

Par ailleurs, la construction de plusieurs lots de l'ensemble immobilier des Batignolles à Paris est en cours.

L'entreprise poursuit, dans les quatre filiales régionales de bâtiment de Bouygues Construction, son activité dans le secteur public de l'éducation et de la culture avec notamment la rénovation du campus universitaire de Luminy à Marseille.

Dans le secteur de la santé, Bouygues Construction poursuit la construction de quatre centres hospitaliers (à Strasbourg, en Guyane, à Villeurbanne et dans le nord des Deux-Sèvres).

Dans le secteur privé, l'entreprise réalise également la construction de l'immeuble de bureaux *Sky 56* à Lyon et la construction d'ensembles immobiliers dans le quartier d'affaires Wacken Europe à Strasbourg.

La construction d'ouvrages majeurs tels que l'aéroport Lyon Saint-Exupéry et le projet industriel de l'usine Hexcel en Isère se poursuit. La salle de spectacle Bordeaux Métropole Arena a, quant à elle, été livrée.

Sur le marché des travaux publics, Bouygues Construction réalise de grands ouvrages complexes tels que les travaux de génie civil en cours du viaduc de la Nouvelle Route du Littoral à La Réunion, de la rocade L2 de Marseille et du port de Calais. L'entreprise a livré en 2017 le contournement de Nîmes-Montpellier sur lequel circulent les premiers trains commerciaux. Par ailleurs, Bouygues Construction dispose d'agences régionales spécialisées dans le petit génie civil et le terrassement.

Europe

La construction en Europe a connu une croissance de plus de 3 % en 2017, marquant sa plus forte augmentation depuis 2006.

Les principaux moteurs de la construction actuelle sont la reprise économique, les faibles taux d'intérêt, les flux migratoires (notamment en direction des zones urbaines) et un rattrapage des investissements qui étaient à un niveau faible depuis la crise financière.

En Europe de l'Ouest, les filiales de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur les marchés britannique et suisse. Au Royaume-Uni, après une période de surchauffe, le marché de la construction se stabilise. En Suisse, après avoir longtemps été tiré par le bâtiment, le marché de la construction est un peu moins dynamique.

Chiffre d'affaires 2017 : 2 109 millions d'euros (- 2 %)

Au **Royaume-Uni,** Bouygues Construction maintient son activité à travers des grands travaux de réhabilitation, à l'exemple de la transformation du quartier de *Canning Town* et du centre ville d'Addlestone (Surrey). Elle poursuit la construction du nouveau *Civic Center* de Hounslow dans la banlieue de Londres et la tour *Manhattan Loft Gardens* dans le quartier de Stratford. Elle a pris en commande en 2017 la construction d'un ensemble de logements dans le quartier de Newham (à l'est de Londres) et est retenue pour une première phase d'étude du projet High Speed 2 (ligne à grande vitesse qui reliera les villes de Londres et Birmingham).

Dans le secteur de l'enseignement, Bouygues Construction poursuit la construction du nouveau centre d'examen *Triangle* de l'université de Cambridge et du complexe de logements étudiants de l'université d'Essex.

L'entreprise réalise également les travaux de génie civil des EPR d'Hinkley qui fourniront à terme 7 % de la consommation d'électricité du Royaume-Uni et permettront d'approvisionner plus de 5 millions de foyers.

Dans le domaine de la santé, elle construit à Londres un centre de traitement du cancer par la protonthérapie.

En **Suisse,** Bouygues Construction valorise sa maîtrise des projets complexes en développement immobilier à l'exemple du complexe immobilier *L'Atelier* à Genève. Cette maîtrise s'illustre de plus en plus à l'échelle du quartier, comme le démontre la réalisation en cours de l'ensemble immobilier *Les jardins du couchant* à Nyon, et les écoquartiers *Erlenmatt* à Bâle et *Greencity* à Zurich.

Par ailleurs, Losinger Marazzi (filiale Suisse de Bouygues Construction) a été retenue pour réaliser le bâtiment Vortex à Chavannes-près-Renens qui accueillera des athlètes des Jeux Olympiques de la Jeunesse en janvier 2020.

L'entreprise sait également valoriser son expertise dans le secteur tertiaire à l'exemple de la prise de commandes de la construction de l'immeuble de bureaux « byte » et de la réhabilitation du siège de La Poste à Berne.

En **Europe centrale,** l'activité de bâtiment est assurée par plusieurs entreprises locales en Pologne et République Tchèque.

D'autres grands projets d'infrastructure en Europe font appel à l'expertise de Bouygues Construction de manière ponctuelle. En **Ukraine,** le chantier de confinement du réacteur accidenté de Tchernobyl continue. En **Croatie**, les travaux de construction d'un nouveau terminal de l'aéroport de Zagreb et la rénovation de son terminal existant sont terminés et le projet a été livré. À **Monaco,** la réalisation du grand ouvrage complexe de l'extension en mer se poursuit.

Asie - Pacifique

Le continent asiatique continue de connaître une croissance très élevée avec une économie chinoise qui se rapproche du premier rang mondial.

Hong Kong, Singapour et le Myanmar restent des pays à fort potentiel.

En Australie, le marché du bâtiment est tiré par la construction de logements et de commerces ainsi que par des investissements publics dans lasanté. Par ailleurs, le marché de la construction d'infrastructures devrait rester soutenu par les investissements du gouvernement (en particulier dans le secteur des routes et des télécommunications).

Chiffre d'affaires 2017 : 1 927 millions d'euros (+ 3 %)

En **Asie - Pacifique,** Bouygues Construction capitalise sur son implantation locale forte, notamment à Hong Kong, où elle est présente depuis plus de soixante ans, et à Singapour. À **Hong Kong,** l'activité de travaux publics est très soutenue. Plusieurs grands ouvrages sont en cours de construction, notamment un tronçon du pont géant Hong Kong - Zhuhai - Macao, le tunnel routier sous-marin Tuen Mun-Chek Lap Kok (dont un complément a été pris en commande cette année), 2 x 2 tunnels destinés à l'extension de la ligne de métro *Shatin to Central Link* ainsi que deux tunnels pour la route à 2 x 2 voies reliant le nord-est de Hong Kong au poste frontalier de Liantang avec la Chine continentale.

Bouygues Construction est un acteur reconnu du bâtiment en Asie, en particulier pour les édifices de grande hauteur. À **Singapour,** l'entreprise poursuit la construction de la tour de condominiums de Buangkok et a remporté le projet de complexe multi-usages *Golden Shoe Car Park*. À **Bangkok,** l'entreprise a livré la nouvelle ambassade d'Australie et construit des tours résidentielles telles que le condominum *Park 24*. Elle a, par ailleurs, débuté la construction du nouveau condominum *The Esse at Singha Complex*. À **Macao,** Bouygues Construction a livré l'hôtel de luxe 6 étoiles au cœur du complexe de divertissement *City of Dreams*.

Au **Myanmar,** Bouygues Construction poursuit la construction de la deuxième phase du complexe résidentiel *Star City* à Rangoun et la prise de commandes de deux projets d'envergure Peninsula Yangon et Yoma Central.

En **Australie,** la construction de la connexion autoroutière NorthConnex à Sydney se poursuit et l'entreprise s'est vu attribuer la réalisation du projet du Métro de Melbourne (en groupement avec Lendlease, John Holland et Capella Capital).

Afrique - Maghreb - Moyen-Orient

En Afrique, où des développements importants sont attendus, en particulier en lien avec l'urbanisation galopante, l'environnement géopolitique reste fragile et fortement lié aux cours des matières premières. Au Moyen-Orient, la situation économique est rendue incertaine car fortement dépendante du prix du pétrole. Toutefois, les besoins en infrastructures de transport et l'exploitation des ressources naturelles font de ces régions des marchés à potentiel.

Chiffre d'affaires 2017 : 589 millions d'euros (- 22 %)

En **Afrique,** des grands projets d'infrastructures sont réalisés à travers les entreprises de bâtiment et de génie civil de Bouygues Construction implantées sur place. En **Égypte,** après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, l'entreprise réalise la construction de la nouvelle phase de la ligne 3. À Abidjan, en **Côte d'Ivoire,** elle exploite actuellement le pont Riviera Marcory. Bouygues Construction réalise également l'extension du *Ridge Hospital* au **Ghana** dont la première phase a été livrée en 2017. Au **Nigéria,** elle poursuit la construction du siège social de Nigeria LNG, société spécialisée dans l'exploitation de gaz naturel.

En **République Démocratique du Congo,** en **Côte d'Ivoire** et au **Mali,** l'entreprise met à profit son expertise en terrassement de mines à ciel ouvert pour l'exploitation des mines d'or respectivement celle de Kibali, de Tongon et de Gounkoto. Elle intervient aussi ponctuellement dans d'autres pays africains sur des projets d'infrastructures routières.

Au **Moyen-Orient,** l'entreprise réalise la construction de tunnels d'assainissement au **Qatar** à Doha.

Amériques - Caraïbes

Le continent américain présente des opportunités, en particulier aux États-Unis et au Canada, avec la volonté affichée de relancer les infrastructures mais avec un risque de renforcement du protectionnisme national. À Cuba, le développement de l'hôtellerie et des infrastructures (aéroports, installations portuaires, etc.) présente un fort potentiel.

Chiffre d'affaires 2017 : 230 millions d'euros (- 34 %)

La zone **Amériques-Caraïbes** connaît un fort développement. Bouygues Construction intervient de façon pérenne à **Cuba** où elle est reconnue comme un spécialiste de la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe, un secteur en croissance grâce à la hausse régulière dela fréquentation touristique. L'entreprise y poursuit la construction de plus d'une dizaine d'hôtels haut de gamme situés notamment à La Havane, sur les îlots Cayo Santa Maria, Cayo Coco, Cayo Cruz et à Varadero. L'ouragan Irma a temporairement ralenti cette activité en 2017 à la suite de la mobilisation de ressources pour la remise en état de 26 complexes hôteliers en exploitation impactés par l'ouragan.

Aux **États-Unis,** Bouygues Construction réalise le complexe résidentiel de luxe *The Arte*.

Au **Canada,** l'entreprise a livré en 2017 l'aéroport international d'Iqaluit dans le Grand Nord du pays.

Activité Énergies et Services

La contribution de Bouygues Energies & Services au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 2 552 millions d'euros (2 297 millions d'euros en 2016, soit + 11 %). Bouygues Energies & Services se positionne sur trois grands métiers : les infrastructures de réseaux, le *facility management* et le génie électrique et thermique. Elle réalise également des centrales de production d'énergie clés en main (biomasses, fermes solaires, etc.). Par ailleurs, l'entreprise a nouvellement créé un nouveau pôle Industrie afin de répondre au mieux au besoin de ses clients.

Les besoins industriels grandissants font appel à l'usage de compétences de pointes (robotisation, *smart building*, etc.), de processus complexes et de maintenance industrielle. De plus, les enjeux environnementaux, l'accroissement démographique et la raréfaction des matières premières, placent la performance énergétique des bâtiments au cœur des préoccupations. En parallèle, les besoins en télécommunications favorisent le développement des infrastructures de réseaux. Ces grandes tendances du marché des énergies et des services offrent à Bouygues Energies & Services des perspectives de croissance dans ses principaux pays d'implantation (France, Royaume-Uni, Suisse, Canada), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie et en Afrique.

France

Chiffre d'affaires 2017 : 1 317 millions d'euros (+ 16 %)

Outre ses activités traditionnelles de réseaux, Bouygues Energies & Services, à travers sa filiale Axione, intensifie sa mission d'accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre de leur politique d'aménagement numérique du territoire. Axione poursuit notamment le déploiement des réseaux FTTH (*Fiber To The Home* - jusqu'au foyer) avec un portefeuille de 1,5 million de prises à construire sur 16 départements représentant plus d'un milliard d'euros, et étend en 2017 sa couverture d'exploitation et de commercialisation de prises FTTH pour gérer 2,2 millions de prises à l'horizon 2022.

En génie électrique et thermique, Bouygues Energies & Services a réalisé l'installation des équipements mécaniques et électriques de la rocade L2 de Marseille, les travaux de génie électrique et thermique du centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) et des lots courant faible/courant fort de *La Seine Musicale* de Paris.

Dans le cadre de partenariats public-privé, la filiale a débuté la maintenance du Palais de Justice. Par ailleurs, elle poursuit la maintenance du Parc zoologique de Paris, du ministère de la Défense à Paris et de l'université de Bordeaux. L'entreprise exécute également plusieurs contrats d'éclairage public, notamment celui de la Ville de Paris (en groupement).

Dans le cadre d'un groupement incluant Citelum (filiale d'EDF), Suez et Cap Gemini, Bouygues Energies & Services va piloter la conception, la réalisation et l'exploitation de la première *smart city* française à Dijon. Ce projet, d'une durée de 12 ans, permettra la gestion connectée de l'espace public des 250 000 habitants de l'agglomération.

International

Chiffre d'affaires 2017 : 1 235 millions d'euros (+ 7 %)

Bouygues Energies & Services poursuit le développement de ses trois grands métiers (le *facility management*, les réseaux d'énergies et numériques, et le génie électrique, climatique et mécanique), en particulier en Europe (Royaume-Uni et Suisse notamment) et en Amérique du Nord (Canada).

À l'international, Bouygues Energies & Services est expert sur le marché des grands projets d'infrastructures clés en main de réseaux électriques. En **Australie** et au **Japon,** l'entreprise a pris en commande la réalisation de sept fermes solaires. Elle poursuit par ailleurs, à **Gibraltar,** les travaux de construction d'une centrale thermique et, au **Royaume-Uni,** la construction de deux usines de gazéification biomasse à Hoddesdon et à Belfast.

Elle a par ailleurs, en Europe, une activité de *facility management* (maintenance et services) à l'exemple des contrats des bureaux du Crédit Suisse en **Suisse** et de nombreux ouvrages fonctionnels (hôpitaux, écoles et le Ministère de l'Intérieur) au **Royaume-Uni.** C'est également au Royaume-Uni qu'elle s'est vu confier le contrat de conception-construction de la centrale de secours de la centrale nucléaire de Hinkley Point.

En Afrique, Bouygues Energies & Services réalise notamment des travaux relatifs au transport et à la distribution d'électricité.

Au **Canada,** l'entreprise assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Elle se développe sur le marché du génie électrique grâce à sa filiale Plan Group qui réalise le premier « hôpital intelligent » du pays, l'hôpital Mackenzie de Vaughan, dans la région du Grand Toronto.

L'activité de *facility management*, en France comme à l'international, assure à Bouygues Energies & Services des revenus récurrents sur le long terme.

Activités en matière de recherche et de développement

L'innovation partagée au service des clients

L'innovation partagée est le meilleur atout de Bouygues Construction pour s'adapter continuellement au service de ses clients.

L'innovation se retrouve à toutes les étapes de la chaîne de valeur :
- en phase de conception, Bouygues Construction met particulièrement en avant ses savoir-faire dans l'usage de la maquette numérique (*Building Information Modeling*), dans laquelle toutes les informations permettant de concevoir et de construire un ouvrage sont gérées. Par ailleurs, Bouygues Construction a développé un *serious game* permettant à toutes les parties prenantes de se projeter dans les usages du quartier de demain ;
- en phase de construction, Bouygues Construction valorise l'usage de méthodes et de matériaux innovants, à l'exemple de l'impression 3D, du programme ABC (*Autonomous Building for Citizens*) qui vise l'autonomie des bâtiments en eau et en énergie vis-à-vis des réseaux, et l'optimisation de la gestion des déchets ou encore de la construction d'immeubles en bois ;
- en phase d'exploitation, Bouygues Construction répond aux attentes de ses clients en matière d'usage, de performance énergétique et de gestion optimale des infrastructures. L'outil Hypervision® permet, par exemple, de mesurer et de prévoir les consommations d'énergies et des fluides dans une démarche d'amélioration continue de la performance des bâtiments et du confort pour les occupants.

Un leadership dans la construction durable

Au cœur de sa stratégie d'entreprise responsable et engagée, Bouygues Construction met l'accent sur différentes thématiques environnementales telles que l'énergie, le carbone, la biodiversité ou l'économie circulaire. Ainsi, la dimension environnementale est intégrée dans la conception, la construction et l'exploitation-maintenance des ouvrages, ou encore dans l'exploitation des énergies nouvelles renouvelables et la rénovation énergétique qui sont des enjeux majeurs au niveau mondial.

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (*Smart Grids*). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes, telles que les écoquartiers connectés (à l'exemple des écoquartiers *Erlenmatt* et *Green City* en Suisse et de l'éco-village des Noés à Val-de-Reuil), les usines biomasses et les fermes solaires. Ainsi, Bouygues Construction a été précurseur en réalisant les toutes premières rénovations d'immeubles tertiaires contemporains sous certification HQE™ (Haute Qualité Environnementale), de tours de bureaux (la tour *First* à La Défense) et d'immeubles haussmanniens (label énergétique BBC-effinergie®), et de bâtiments sous certification BEAM Plus [4], BREEAM® [5] et LEED® [6]. Bouygues Construction a par ailleurs réalisé des opérations avec les nouvelles labellisations BBCA ou E+C-.

Grâce à sa démarche Réavenir, Bouygues Construction offre également des solutions permettant de diminuer la consommation des bâtiments tout en améliorant la vie de ses occupants. Réavenir repose sur trois engagements : respecter l'environnement et les résidents, engager le dialogue pour une réhabilitation active et participative et garantir la performance.

En matière de politique de gestion des risques

Contrôle interne et Informations sur les risques (Article L. 225-100 alinéas 3 à 6 du Code de commerce)

Contrôle interne

Évaluation du contrôle interne

En 2017, Bouygues Construction a poursuivi le déploiement de l'auto-évaluation dans la profondeur de son organisation, notamment dans un certain nombre de directions de production ou d'agences.

La campagne a concerné plus de 500 personnes dans plus d'une centaine de structures, qui couvrent plus de 82 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 80 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

Cinq thèmes (les ressources humaines, les achats et trois thèmes autour de la conformité juridique) ont été retenus par BYSA. Le référentiel disponible depuis avril 2017 intègre des nouveaux principes en relation avec la loi Sapin 2.

(4) BEAM Plus : *Building Environmental Assessment Method* (certification hongkongaise)
(5) BREEAM® : *Building Research Establishment Environmental Assessment Method* (certification anglaise)
(6) LEED® : *Leadership in Energy and Environmental Design* (certification américaine)

Bouygues Construction a choisi d'évaluer les thèmes complémentaires suivants, en relation notamment avec le plan stratégique et la cartographie des risques :
- l'activité commerciale, le développement immobilier et les partenaires internes ;
- la maîtrise des enjeux des grands projets et la sûreté, qui font l'objet de nouveaux principes ;
- la fiscalité, la sécurité des SI, les habilitations à Edifice et la fraude aux moyens de paiement ;
- en matière comptable, les immobilisations corporelles et les immobilisations financières.

La campagne d'auto-évaluation se déroule au printemps, et les synthèses sont présentées à l'automne. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une dynamique d'amélioration continue.

Chaque entité définit ses propres plans d'action.

Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières fonctionnelles pilotent les plans d'action sur les thèmes communs retenus par BYSA :
- **Ressources Humaines :** les résultats de la campagne 2017 confortent le besoin de relancer les actions auprès des écoles ciblées aux démarrages des activités/projets ainsi que renforcer l'intégration des nouveaux collaborateurs. La promotion de la mobilité interne reste un axe stratégique avec l'organisation du forum *Global Mobility* tandis que le déploiement de Global RH se poursuit. Enfin, des « *talent reviews* » dédiées aux postes clés de l'entreprise doivent être confortées ;
- **Achats :** les principales actions s'articulent autour de l'établissement d'un règlement de consultation pour les fournisseurs avec les critères de sélection clairement explicités. Un suivi RH de la rotation des acheteurs devrait permettre de renforcer les contrôles ;
- **Juridique :** le Code d'éthique (et les programmes de conformité) sera quant à lui actualisé en 2018 par des principes spécifiques à chaque métier et comportera une note d'introduction du Président-Directeur général de Bouygues Construction. Le dispositif répondant aux exigences du programme de conformité anticorruption sera étendu aux fournisseurs de premier rang. Il ressort, en outre, la nécessité de rappeler systématiquement qu'en application du programme de conformité anticorruption les contrats doivent être validés par la Direction Juridique préalablement à leurs signatures. Enfin, une large communication sera faite en 2018 afin de rappeler que le *serious game* « *fair deal* » de sensibilisation des collaborateurs à l'éthique est désormais disponible en libre-service. Le taux de suivi de ce programme sera mesuré.

La campagne 2017 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures au plus près du terrain tout en identifiant des champs de progrès dans l'exigence des notations de l'auto-évaluation. La qualité de l'échange entre les intervenants ainsi que la mise en commun des résultats sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

Cartographie des risques

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction, dans le cadre du plan stratégique. Elle est également présentée au Comité des comptes et au Conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au niveau des entités et de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique d'amélioration et de réduction de l'exposition de l'entreprise. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne de cartographie des risques est conduite au printemps. Le travail réalisé par les entités est complété par celui des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du groupe Bouygues Construction.

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

Moyens et ressources mis en œuvre

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée, et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la Direction générale adjointe Affaires Juridiques, Assurances, Audit, Contrôle Interne et Conformité Juridique. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques du métier.

Rôle des entités

Dans les entités, le dispositif du contrôle interne est du ressort du Secrétariat général. Chaque entité élabore sa cartographie des risques et la présente généralement dans le cadre du plan stratégique. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré par les secrétaires généraux.

Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses. Les filières fonctionnelles élaborent également leur propre cartographie des risques.

Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, comités des directions fonctionnelles, information des comités de direction. Le Comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

Dispositifs de contrôle interne en matière comptable et financière

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du Secrétariat général. Des centres de ressources partagées sont en place dans les principales implantations de Bouygues Construction. Ces centres de ressources partagées mutualisent les moyens comptables des filiales présentes sur un même périmètre géographique et permettent de renforcer l'application stricte des principes et règles communs.

Risques opérationnels

Risques liés aux grands projets, en phase d'études ou de réalisation

Contexte

Les très grands projets représentent une part significative des commandes et du chiffre d'affaires de Bouygues Construction, ainsi le dérapage du résultat d'un de ces chantiers peut avoir des conséquences importantes pour Bouygues Construction. Dans ce cadre, Bouygues Construction a poursuivi sa démarche de maîtrise des enjeux des grands projets en menant plusieurs actions :

Contrôle Interne

Enrichissement du référentiel de Contrôle Interne avec deux nouveaux principes visant à la définition d'un grand projet pour chaque entité opérationnelle et le respect des procédures internes, en particulier en intégrant une fiche de *scoring* et un « *risk executive summary* » dans toutes les notes de validation de grands projets. Ces principes ont été évalués en 2017.

Audit Interne

Des audits internes ont été conduits en 2017 sur des projets de grande ampleur afin de s'assurer de la maîtrise des risques en cours de réalisation. Le cas échéant, des recommandations spécifiques ont été formulées. Des audits ultérieurs seront menés afin de vérifier si ces recommandations ont été correctement mises en œuvre.

Les Entités

En 2017, dans le même calendrier que la campagne du contrôle interne, une nouvelle vague d'évaluation de 30 opérations a également été réalisée, afin, en particulier, de faire émerger des thèmes d'actions nouveaux et complémentaires à ceux déjà engagés et principalement liés à l'organisation des opérations, leur sélectivité, la fiabilité du chiffrage, la gestion contractuelle, notamment vis-à-vis des lots sous-traités.

Bouygues Construction

- Mise en œuvre de deux actions décidées par le Comité Exécutif de Bouygues Construction début 2017 :
  - le suivi RH et la formation des directeurs des grands projets ;
  - la sélectivité renforcée des affaires.

Plan d'action

Un plan d'actions a été élaboré. En particulier, dans les Entités Opérationnelles :
- la définition d'un processus spécifique aux grands projets dans le Système de Management du groupe Bouygues Construction ;
- la traçabilité des ajustements techniques et commerciaux, définis par une terminologie commune ;
- le suivi des risques et opportunités.

Au niveau Bouygues Construction :
- la transparence dans la circulation de l'information au travers de l'organisation hiérarchique des filières ;
- la nouvelle organisation de la filière juridique, pour accroître la performance en gestion contractuelle, en particulier.

Risque de sûreté des collaborateurs

Des événements peuvent porter atteinte à la sécurité et/ou à la santé des collaborateurs de Bouygues Construction dans l'ensemble de ses implantations et en particulier dans les pays ou les zones à risques.

En effet, Bouygues Construction réalise 30 % de son activité hors Europe. Sur une cinquantaine de pays d'intervention, une trentaine est répertoriée comme porteuse d'un risque pays allant de « Moyen » à « Très élevé », selon les évaluations établies par la Direction de la sécurité du groupe Bouygues à partir d'une mesure des risques politiques, terroristes, criminels, sociaux et de conflit international.

Pour les pays considérés comme étant à risques, le chiffre d'affaires 2017 s'établit à environ 1 milliard d'euros soit 8 % du total de Bouygues Construction. Cela correspond à une baisse de l'exposition à hauteur de 300 millions d'euros par rapport à 2016, du fait de la baisse d'activité dans de nombreux pays africains (Nigéria, Côte d'Ivoire, Maroc), alors qu'elle s'inscrit à la hausse au Mali, en Afrique du Sud et en Égypte. En 2017, on note aussi les croissances d'activité au Cameroun, au Congo et en Tanzanie, trois pays à risque élevé.

À souligner, la forte baisse d'activité exposée sur la zone Amérique-Caraïbes du fait de la baisse de l'exposition au risque à Cuba, considéré depuis cette année comme faible.

À noter, en 2017, l'émergence de sujets sensibles et nombreux sur le territoire de la France en outre-mer mais aussi en métropole.

Rappel de l'organisation et missions du Comité de sûreté Bouygues Construction

La sûreté de nos collaborateurs, au même titre que la santé et la sécurité, est une priorité absolue pour Bouygues Construction. Les orientations définies par le Comité Exécutif et le Comité de Direction générale de Bouygues Construction sont mises en œuvre par le Comité de sûreté, qui se réunit tous les mois.

Ce Comité met en œuvre la procédure Sûreté, assure une veille permanente dans nos pays de présence et de prospection et met en place la prévention et les réponses adaptées aux situations à risque rencontrées. Il s'appuie sur le Directeur Sûreté Bouygues Construction, qui a pour missions principales :
- d'assurer la veille et la prévention dans nos pays de présence ;
- de coordonner et diriger les ressources en cas de situation à risque ;
- d'animer les différents spécialistes sûreté actuellement en poste au sein de nos entités ;
- et de piloter le plan d'actions sûreté.

Principaux éléments du plan d'actions sûreté

- Une méthode unique d'évaluation des risques (pays et projet) a été définie en liaison avec Bouygues SA. Un modèle unique de plan de sûreté est établi et mis en œuvre ;
- Un prestataire externe réalise des audits spécifiques (sécurité de compagnies aériennes locales par exemple) ;
- Une organisation sûreté pays groupe a été mise en place dans certains pays considérés comme les plus à risques ;
- Le déploiement de « SSF locator », outil de suivi des déplacements professionnels et d'aide à la gestion de crise (Objectif d'un déploiement global sur le premier semestre 2018 pour couvrir tous les voyageurs) ;
- L'interdiction pour tout collaborateur de prolonger une mission à titre personnel dans un pays sensible ;
- L'intégration des principes de sûreté au référentiel des principes de contrôle interne. Ces principes ont été évalués dans le cadre de la campagne d'auto-évaluation 2017.

Risques liés aux perturbations économiques et politiques

- Le positionnement de Bouygues Construction sur les pays de l'OCDE (de l'ordre de 70 à 80 % de son activité) limite son exposition à l'incertitude, mais l'expose à la stagnation des économies de ces pays et à des conditions de marché difficiles ;
- Dans les autres zones, la vigilance reste de mise et des mesures préventives sur les plans juridique, financier et assurantiel ont été mises en œuvre, telles que :
  - dans le cadre de la sélectivité des affaires, privilégier les contrats avec des financements internationaux multilatéraux ;
  - privilégier les conditions contractuelles prévoyant systématiquement l'arrêt des chantiers en cas de non-paiement et un suivi renforcé des créances clients ;
  - prévoir des clauses de résiliation et conditions d'appel des garanties ;
  - maintenir une trésorerie positive et assurer le transfert accéléré des devises non convertibles ;
  - mettre en place des couvertures d'assurances spécifiques.

Risque sur les matières premières

Bouygues Construction n'est pas soumis à un risque sur les matières premières.

Risques industriels et environnementaux

Bouygues Construction n'est pas soumis à un risque industriel ou environnemental significatif compte tenu que son activité (activité non soumise à la réglementation sur les installations classées, REACH, etc.).

Risque Juridique

Risques de conformité

Dans un contexte d'augmentation des exigences en matière de conformité, Bouygues Construction poursuit le renforcement de sa politique Éthique afin de respecter rigoureusement les programmes en vigueur dans le Groupe et de mettre en œuvre les modifications desdits programmes, rendues nécessaires par les évolutions législatives récentes.

La démarche Éthique est portée par la filière juridique, en liaison avec l'audit et le contrôle interne, réunis au sein d'un même périmètre de management. L'équipe en charge de l'administration de l'Éthique et de la Conformité a été renforcée, afin d'assurer la veille, la conduite des études et des enquêtes nécessaires et le pilotage des outils mis en place.

En 2017, les règlements intérieurs des sociétés françaises ont été modifiés afin de les mettre en conformité avec la loi dite « Sapin 2 » qui prévoit désormais des sanctions disciplinaires à l'encontre des collaborateurs qui ne respecteraient pas les programmes de conformité du Groupe.

En matière de risques de conformité, Bouygues Construction s'expose aussi aux risques de :
- corruption à raison du renforcement des obligations pesant sur l'entreprise ;
- concurrence à raison du risque financier élevé qu'elle emporte ;
- conformité à l'export à raison de l'accroissement du nombre des pays, produits, entreprises sous sanctions internationales, américaines en particulier.

Enfin, des revues de Conformité, qui permettent de passer en revue l'ensemble des thèmes liés à l'Éthique et à la Conformité des différentes entités, ont été réalisées pour l'ensemble du périmètre en 2017.

Faits exceptionnels - Litiges

France - EPR de Flamanville

Bouygues Travaux Publics a été déclarée coupable par la Cour d'Appel de Caen, le 20 mars 2017, pour travail dissimulé et prêt illicite de main d'œuvre et a été condamnée au paiement d'une amende de 29 950 euros.

La société Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex-Quille Construction) a été relaxée pour l'ensemble des infractions à la législation du travail pour lesquelles elle comparaissait devant la Cour d'Appel.
Bouygues Travaux Publics a formé un pourvoi en cassation contre la décision de la Cour d'Appel.

France - METP Île-de-France

À la suite de la décision du Conseil de la concurrence (devenu Autorité de la Concurrence) du 9 mai 2007, la Région Île-de-France a engagé courant 2008 un contentieux indemnitaire visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi du fait du comportement anticoncurrentiel des entreprises du secteur à l'occasion de l'attribution des différents marchés de rénovation des lycées en Île-de-France.

Saisi en référé, le Tribunal de Grande Instance de Paris a rejeté la demande de la Région par une ordonnance du 15 janvier 2009, au motif notamment qu'il existait une contestation sérieuse sur le principe même de la créance indemnitaire.

Invitée à se pourvoir au fond, la Région a saisi à nouveau le Tribunal de Grande Instance de Paris en février 2010 d'une requête tendant à poursuivre la réparation d'un préjudice total estimé par la région à 358 000 000 d'euros sur la base d'une responsabilité *in solidum* des co-auteurs du dommage, à savoir, les entreprises et les personnes physiques condamnées pour comportement anticoncurrentiel.

Par un jugement du 17 décembre 2013, le tribunal de grande instance de Paris a déclaré la Région Île-de-France irrecevable en ses demandes. Cette dernière a interjeté appel le 22 janvier 2014 devant la Cour d'Appel de Paris. Néanmoins, suite à l'intervention du préfet d'Île-de-France le Tribunal des Conflits, le 16 novembre 2015, a jugé que ce litige relevait des juridictions administratives.

Des sociétés du Groupe Bouygues ont ainsi été informées le 2 mai 2017 que le tribunal administratif de Paris avait été saisi par la Région Île-de-France de 85 requêtes différentes (une par lycée concerné), le 28 mars 2017 aux fins de condamnation *in solidum* de l'ensemble des co-auteurs du dommage au paiement d'une indemnité d'un montant de 16,4 % du prix payé pour chaque lycée.
Le dossier est en cours d'instruction et aucune date d'audience n'est encore fixée.

France - EOLE

À la suite de la décision du 21 mars 2006 du Conseil de la Concurrence (devenu Autorité de la Concurrence) ayant sanctionné plusieurs sociétés au titre d'une entente aux lots 34B et 37B du projet EOLE (Est-Ouest-Liaison Express), la SNCF a engagé le 21 mars 2011 un contentieux indemnitaire devant le tribunal administratif de Paris visant à obtenir réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi du fait du comportement anticoncurrentiel des entreprises du secteur à l'occasion de l'attribution desdits lots.

Le 31 mai 2016, le Tribunal Administratif de Paris a rejeté l'ensemble des demandes de la SNCF. Cette dernière a relevé appel de cette décision. Le 29 décembre 2017, la Cour administrative d'appel de Paris a rendu un arrêt rejetant la requête de la SNCF au motif que la demande d'annulation du contrat, mais aussi la créance indemnitaire de la SNCF étaient prescrites.

Assurances - Couvertures des risques

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à cinq millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois, ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone géographique concernée, la nature des travaux (ex. : tunnel), le risque couvert (ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (ex. : Risque décennal pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accidents et de sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

Risque de crédit et/ou de contrepartie

Risque de crédit et de contrepartie commerciale

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :
- des avances de démarrage versées par les clients ;
- la délivrance de garanties bancaires de paiement par les clients ;
- de la cession de créances sans recours ;
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays & politiques) ;
- l'assurance crédit.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

Risque de crédit et de contrepartie bancaire

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement avalisé par la Direction Trésorerie, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :
- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas six mois auprès de contreparties de premier rang ;
- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne ;
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne et une rémunération positive.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuels.

Aucune perte n'a été constatée sur 2017 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2017, aucune banque ne concentrait plus de 5 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 90 % auprès de contreparties présentant une notation minimum investment grade (Standard & Poors BBB+ minimum).

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2017, la trésorerie nette est de 3 925 millions d'euros et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 266 millions d'euros.

Risque de taux

Exposition au risque de taux

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

Règles de couverture du risque de taux

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux, font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la Société.

Risque de change

Exposition au risque de change

Bouygues Construction est faiblement exposée au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Règles de couverture du risque de change

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

Risque sur actions et autres instruments financiers

Bouygues Construction n'est pas exposée au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

Impact social et environnemental de l'activité - engagements sociétaux - accords collectifs - conditions de travail

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce modifié par l'ordonnance n° 2017-1162 du 12 juillet 2017, les informations relatives à :
- la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, en ce compris les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit ;
- ses engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre les discriminations et en faveur de la promotion des diversités ;
- les accords collectifs conclus dans l'entreprise et leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise ;
- les conditions de travail des salariés ;

figurent dans le document de référence 2017 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 22 mars 2018.

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

Perspectives 2018

Dans un marché français porté principalement par le Grand Paris et un marché international présentant de nombreuses opportunités, Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité renforcée notamment par :
- **une activité acquise au 31 décembre 2017 pour l'exercice 2018** de 9,0 milliards d'euros ;
- **une activité internationale soutenue,** dans des pays aux perspectives économiques favorables (Hong Kong, Singapour, Canada, Suisse, Royaume-Uni, Australie, etc.), bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- **un carnet à moyen terme** (2 à 4 ans) de 9,8 milliards d'euros au 31 décembre 2017 ;
- **une structure financière saine,** forte d'un excédent financier net record de 3,4 milliards d'euros ;
- **une avance dans le domaine de la construction durable** à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- **un fort engagement dans l'innovation partagée** au service de ses clients.

En 2018, la maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation resteront au cœur des priorités de Bouygues Construction, tout en préservant la santé et la sécurité des collaborateurs et partenaires des projets.

Examen des comptes consolidés et individuels

Comptes consolidés

Le périmètre de consolidation est composé de 372 sociétés dont 58 % situées à l'international.

Actif

Les immobilisations corporelles (598 millions d'euros) et incorporelles (44 millions d'euros) ont diminué de 108 millions d'euros par rapport à fin 2016. Cette variation s'explique notamment par :
- les investissements de période de 151 millions d'euros d'immobilisations corporelles dont 68 millions d'euros à l'étranger (notamment 15 millions d'euros relatifs au chantier de Northconnex en Australie, 12 millions d'euros d'investissements miniers et 8 millions d'euros chez VSL), et 91 millions d'euros investis en France (dont 19 millions d'euros relatifs au chantier de l'Anse du Portier à Monaco) ;
- les dotations aux amortissements de la période (- 214 millions d'euros).

Le poste « goodwill » s'élève à 526 millions d'euros. La baisse de 16 millions d'euros par rapport à fin 2016 est principalement due à l'effet des variations des cours des devises étrangères contre l'euro.

Les coentreprises et entités associées, 30 millions d'euros, correspondent aux participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'augmentation de 9 millions d'euros par rapport à fin 2016 (21 millions d'euros) est principalement relative à la consolidation de nouvelles sociétés sur le périmètre Île-de-France et à 3 millions d'euros de participation à l'augmentation de capital de la société Zaic (aéroport de Zagreb).

Les autres actifs financiers non courants, 270 millions d'euros, sont constitués de 83 millions d'euros de participations non consolidées, et de 187 millions d'euros de prêts, de créances rattachées à des participations et de dépôts et cautionnements. Leur montant s'élevait à 253 millions d'euros fin 2016.

Le poste « impôts différés actif et créances fiscales non courants » est de 89 millions d'euros ; il ne correspond qu'à des impôts différés.

L'actif courant hors trésorerie, 4 227 millions d'euros, diminue de 165 millions d'euros par rapport à fin 2016 (4 392 millions d'euros), dont - 105 millions d'euros de diminution des créances clients.

La trésorerie nette des concours bancaires courants, 3 925 millions d'euros, diminue de 27 millions d'euros par rapport à fin 2016 (3 952 millions d'euros).

Passif

Les capitaux propres totaux (y compris les « participations ne donnant pas le contrôle », qui correspondent aux intérêts minoritaires) augmentent de 210 millions d'euros par rapport à fin 2016 (769 millions d'euros). Cette variation s'explique notamment par :

- **320 millions d'euros de résultat net part du Groupe de la période ;**
- (94) millions d'euros d'évolution de la réserve de conversion ;
- (20) millions d'euros de distribution de dividendes ;
- et + 14 millions d'euros d'évolution de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie.

Les dettes financières non courantes sont de 511 millions d'euros, soit une diminution de 32 millions d'euros par rapport à fin 2016.

Les provisions, poste important dans les activités de BTP, sont présentées en normes internationales selon leur exigibilité: provisions non courantes, 750 millions d'euros et provisions courantes, 529 millions d'euros.

Les impôts courants, 59 millions d'euros, correspondent aux impôts sociétés à échéance court terme, dus par les filiales françaises et étrangères.

Les dettes fournisseurs représentent 3 144 millions d'euros fin 2017 par rapport à 3 241 millions d'euros fin 2016.

Les autres passifs courants s'élèvent à 3 243 millions d'euros. Ce poste regroupe principalement les produits constatés d'avance et les dettes fiscales et sociales.

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires s'élève à 11 660 millions d'euros, en diminution de 1,3 % par rapport à 2016. 48 % du chiffre d'affaires est réalisé en France contre 47 % en 2016. Les activités de BTP représentent 78 % du total du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant est de 363 millions d'euros (326 millions d'euros en 2016). Après déduction de 103 millions d'euros de charge d'impôt, le résultat net part du Groupe ressort à 320 millions d'euros.

Comptes individuels

Commentaires

La diminution de 28 millions d'euros de l'actif immobilisé net (1 066 millions d'euros fin décembre 2017 contre 1 094 millions d'euros fin 2016) s'explique principalement par le différentiel des taux de change sur les créances financières libellées en devises pour 22 millions d'euros, les diverses opérations relatives aux financements des filiales se compensant pour l'essentiel.

La diminution de 50 millions d'euros de l'actif circulant (302 millions d'euros fin décembre 2017 contre 352 millions d'euros fin 2016) correspond principalement à la diminution des comptes courants pour 44 millions d'euros.

Les capitaux propres s'élèvent à 711 millions d'euros fin décembre 2017, en augmentation de 199 millions d'euros compte tenu d'une distribution de dividendes pour 20 millions d'euros, de l'impact du changement de méthode lié à l'application du nouveau règlement ANC concernant les instruments financiers pour 23 millions d'euros (imputé en report à nouveau), et d'un résultat de l'exercice de 196 millions d'euros.

Le nouveau règlement ANC introduit la notion de « couverture de titres de participation », qui conduit désormais à ne plus provisionner la perte de change latente sur un emprunt en devise couvrant la valeur d'utilité de titres de participation.

En conséquence, la provision pour risque de change sur les emprunts en CHF pour le financement des titres VSLI et Losinger Holding a été reprise par le report à nouveau pour son montant au 1er janvier.

Les dettes financières représentent 542 millions d'euros fin décembre 2017 (561 millions d'euros fin 2016). Ce poste correspond à la trésorerie empruntée auprès des sociétés de compensation de trésorerie du groupe Bouygues et affectée au financement d'actifs à long terme, dans la mesure où Bouygues Construction bénéficie de lignes de crédit à long terme confirmées, disponibles et non utilisées.

Le passif circulant s'élève à 146 millions d'euros fin décembre 2017 par rapport à 159 millions d'euros fin 2016, soit une diminution de 13 millions d'euros principalement due à la diminution des écarts de conversion pour 13 millions d'euros.

La trésorerie ressort à 501 millions d'euros fin décembre 2017 (notion d'endettement financier net). Elle était de 731 millions d'euros fin 2016, soit une variation de 230 millions d'euros.

Filiales et participations

La présentation de l'activité du groupe Bouygues Construction figurant dans le présent rapport inclut celle des filiales et participation de la Société.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société et figure en page suivante.

Succursales - Établissements secondaires

Conformément à l'article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société possède 3 établissements secondaires ouverts dans le cadre de l'organisation fonctionnelle et comptable de la Société. Il s'agit des CRP Comptabilité à Rouen et Saint-Herblain et du CRP Paie à Lyon.

Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après, les informations sur les délais de paiement :

- des fournisseurs, portant sur factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ;
- des clients, relatives aux factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital [4]	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats [4]	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS [1] [2]											
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)				**639**	**622**	**605**	**112**				
DTP	10	2	100,00 %	24	24	–	–	6	6	14	
Bouygues Bâtiment International	25	103	100,00 %	85	85	75	48	329	8	–	
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	23	99,70 %	103	103	–	–	1 532	47	27	
Bouygues Travaux Publics	41	60	92,02 %	93	93	43	46	1 024	65	57	
BYES [5]	51	82	100,00 %	158	158	256	9	2 543	(5)	15	
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	9	100,00 %	35	35	0	–	322	13	4	
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	8	100,00 %	11	11	0	9	177	4	3	
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	21	100,00 %	6	6	0	–	448	14	9	
Fichallenge	2	(7)	100,00 %	2	–	–	–	–	1	–	
Challenger	0	–	99,99 %	15	15	–	–	18	2	–	
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	30	100,00 %	4	4	–	–	420	18	3	
Kohler	0	22	100,00 %	25	25	36	–	–	(0)	–	
VSL (Suisse)	2	(6)	100,00 %	32	32	84	–	19	1	–	1 CHF = 0,854555
Losinger Holding (Suisse)	15	9	99,96 %	22	22	–	–	-	58	51	1 CHF = 0,854555
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	74	100,00 %	6	6	107	–	320	33	11	1 HKD = 0,106701
Acieroid (Espagne)	1	1	93,81 %	15	-	3	–	20	(3)	–	
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler				**–**	**–**	**–**	**–**				
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.											
Total				**33**	**12**	**9**					
Filiales françaises (ensemble)				2	1	9				1	
Filiales étrangères (ensemble) [3]				0	0	–				0	
Participations dans des sociétés françaises				30	11	0				0	
Participations dans des sociétés étrangères				0	0	0					
Total global				**672**	**634**	**614**					

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble)
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination
(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques
(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation
(5) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du Groupe

Montants exprimés (en milliers d'euros)	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
A. FACTURES CONCERNÉES, PAR TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT												
Nombre de factures	302					14	531					44
Montant total TTC	18 374	36	73	14	0	123	21 403	605	10	966	34	1 614
% du total achats TTC	13,33 %	0,03 %	0,05 %	0,01 %	0 %	0,09 %						
% du CA TTC							8,88 %	0,25 %	0 %	0,40 %	0,01 %	0,67 %
B. FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES												
Nombre de factures			0						0			
Montant total TTC			0						0			
C. DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS (CONTRACTUEL OU DÉLAI LÉGAL - ARTICLE L. 441-6 OU L. 443-1 DU CODE DE COMMERCE)												
Délais utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est 45 jours fin de mois						Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est à 30 jours le 15 du mois suivant					

Pour mémoire :

- le poste « fournisseurs et comptes rattachés » (33 millions d'euros) comprend également les charges à payer et les effets à payer non présentés ;
- le poste clients et comptes rattachés (25 millions d'euros) comprend également les factures à établir.

Point Ressources Humaines

À fin décembre 2017, les effectifs consolidés de Bouygues Construction étaient de **47 354** collaborateurs se répartissant de la façon suivante :

- **Effectifs en France** **20 788**
  - Compagnons 5 840
  - ETAM 5 577
  - Cadres 9 371
    Y compris collaborateurs cadres en détachement à l'international

- **Effectifs à l'international** **26 566**
  - Expatriés 917
  - Effectifs locaux à l'international 25 649

Le taux de fréquence des accidents avec arrêts pour l'ensemble des collaborateurs du groupe au 31 décembre 2017 s'élève à 3,28 contre 3,8 en 2016 (Pour information, la moyenne nationale calculée pour le BTP en 2016 pour le personnel de production s'élevait à 38,5 pour une valeur BYCN de 5,25 calculée fin 2017).

Le taux de gravité atteint 0,23 contre 0,21 en 2016 (la moyenne nationale BTP pour le personnel de production en 2016 était de 2,7 pour une valeur BYCN de 0,37 à fin 2017).

Affectation du résultat 2017

Nous vous proposons d'affecter et de répartir le bénéfice de l'exercice de la façon suivante :

Réserve légale (dotée à son maximum)	Néant
Bénéfice de l'exercice 2017	196 127 360,16 €
Report à nouveau antérieur	359 376 472,35 €
Soit bénéfice disponible	555 503 832,51 €
Distribution d'un dividende de (soit 187,26 € par action)	319 508 629,80 €
Le solde au Report à nouveau	235 995 202,71 €

Le dividende serait mis en paiement le 25 avril 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende distribué est totalement éligible à l'abattement de 40 % de l'article 158, 3, 2° du Code général des impôts dont bénéficient les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui optent pour l'assujettissement de leurs revenus mobiliers au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

20 • 21

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	2014	2015	2016
Nombre d'actions	1 706 230	1 706 230	1 706 230
Dividende par action	148,54 €	146,32 €	158,26 €
Dividende total	**253 443 404,20 €**	**250 167 442,60 €**	**270 027 959,80 €**

Résultats des cinq derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102, alinéa 2, du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices a été annexé au présent rapport.

Prises ou cessions de participations et prises de contrôle

Prises de participations significatives (plus de 5 %) dans des sociétés ayant leur siège en France

Au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucune prise de participation significative dans des sociétés ayant leur siège en France.

Prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège en France

En application des dispositions de l'article L. 233-3 section II, notre Société a pris, indirectement, la participation suivante au cours de l'exercice 2017 :

- acquisition de S.M.I. Informatique Automatismes par Bouygues Energies & Services :
  - activité 2016 : 4 millions d'euros ;
  - prévision de l'activité 2017 : 3 millions d'euros.

L'intégration de la Société SMI dans l'Unité Opérationnelle Spécialisée Industrie de Bouygues Energies & Services permettra à BYES Industrie de :

- développer une implantation régionale dans le Sud-Ouest et mieux adresser le secteur industriel régional ;
- renforcer la force de frappe de BYES dans le domaine de la robotisation-automatisme informatique industrielle pour mieux appréhender les secteurs porteurs comme la pharmaceutique, l'agroalimentaire, l'aéronautique et la chimie fine ;
- développer le portefeuille client notamment dans le domaine aéronautique (Safran, Sabena, Dassault), pharmaceutique (Sanofi, Merckx, Ceva), l'agroalimentaire (Sasso, Lesieur, etc.) et la chimie (Syngeta, Monsanto, etc.).

Informations concernant le capital social

Opérations ayant eu pour effet de modifier le capital social

Aucune opération n'a eu pour effet de modifier le montant du capital social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Identité des personnes physiques ou morales détenant plus du vingtième du capital social ou des droits de vote

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues, en application de l'article L. 233-12 dudit Code, nous vous informons qu'au 31 décembre 2017, le capital social de Bouygues Construction est détenu à hauteur de 99,93 % par la société Bouygues, Société Anonyme au capital de 365 104 531 euros dont le siège social est sis à Paris (75008) - 32, Avenue Hoche, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 015 246.

Renseignements relatifs aux sociétés contrôlées et aux actions d'autocontrôle

Conformément à l'article L. 233-31 du Code de commerce, au 31 décembre 2017, la Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

Actions achetées et vendues au titre de l'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise (Articles L. 225-208, L. 225-209-2 et L. 225-211 du Code de commerce)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, aucune action n'a été achetée ou vendue au titre de l'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

Dépenses et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, aucune dépense ni charge non déductible fiscalement, telles que visées au 4 de l'article 39, du Code général des impôts, n'a été engagée au cours de l'exercice, de même qu'aucune réintégration de frais généraux visés au 5 de l'article 39 dudit code n'a été opérée.

Participation des salariés au capital de la Société

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, il est indiqué que, à la date de clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2017, la part du capital de la Société détenue par les salariés de la Société ainsi que par les salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce est nulle.

Il est en revanche précisé que, conformément à l'article L 225-184 du Code de commerce, un rapport spécial sur les attributions ou les levées d'options de souscription ou d'achat d'actions dont ont bénéficié, durant l'exercice, les mandataires sociaux de la Société ainsi que les dix principaux bénéficiaires parmi les salariés de la Société, est présenté à l'Assemblée générale.

Observations du Comité d'entreprise

Le Comité d'entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'Article L. 2323-8 du Code du travail.

Autorisations de cautions, avals et autres garanties

Conformément aux dispositions des articles L. 225-35 et R. 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 16 février 2018, le Président-Directeur général et le Directeur général délégué en charge de la Stratégie, des Finances et du pôle Concession à consentir des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un plafond global respectivement de 300 et 100 millions d'euros.

Ces autorisations ont été données pour une période d'un an.

Résolutions

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons de vous prononcer sur les résolutions suivantes :

- lecture du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux comptes ;
- approbation de ces rapports, des comptes annuels et des comptes consolidés au titre de l'exercice 2017 - Quitus aux Administrateurs ;
- approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- affectation et répartition des résultats de l'exercice 2017 ;
- pouvoirs pour dépôt et formalités.

Nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur les résolutions qui sont soumises à votre vote.

Autres informations

Administration et contrôle de la Société

Au 31 décembre 2017, la Société est dirigée par un Président-Directeur général et trois Directeurs généraux délégués.

Nous vous informons que les mandats des Commissaires aux comptes titulaires et suppléants n'arrivent pas à échéance à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Comptes consolidés

Bilan consolidé

Actif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2017 Net	31/12/2016 Net
Immobilisations corporelles	3 et 16	598	702
Immobilisations incorporelles	3 et 16	44	48
Goodwill	3 et 16	526	540
Coentreprises et entités associées	3 et 16	30	21
Autres actifs financiers non courants	3	270	253
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	7	89	103
Actif non courant		**1 557**	**1 667**
Stocks		237	262
Avances et acomptes versés sur commandes		161	168
Clients et comptes rattachés		2 850	2 955
Actif d'impôt (exigible)		95	84
Autres créances courantes		875	910
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 310	4 427
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		–	–
Autres actifs financiers courants		9	13
Actif courant	**4**	**8 537**	**8 819**
Actifs ou activités détenus en vue de la vente		–	2
Total actif		**10 094**	**10 488**

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2017	31/12/2016
Capital social		128	128
Primes et réserves		505	200
Réserve de conversion		1	95
Actions propres détenues		–	–
Résultat consolidé		320	320
Capitaux propres (part du Groupe)	**5**	**954**	**743**
Participations ne donnant pas le contrôle		25	26
Capitaux propres		**979**	**769**
Dettes financières non courantes	8 et 16	511	543
Provisions non courantes	6 et 16	750	853
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	7	17	24
Passif non courant		**1 278**	**1 420**
Avances et acomptes reçus sur commandes		469	474
Dettes financières courantes	8	5	22
Impôts courants		59	62
Fournisseurs et comptes rattachés		3 144	3 241
Provisions courantes	6	529	588
Autres passifs courants		3 243	3 416
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		385	475
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		–	–
Autres passifs financiers courants		3	21
Passif courant	**10**	**7 837**	**8 299**
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente		–	–
Total capitaux propres et passif		**10 094**	**10 488**
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	**9**	**3 409**	**3 387**

24 • 25

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2017	Exercice 2016
Chiffre d'affaires [1]	**11 et 16**	**11 660**	**11 815**
Autres produits de l'activité		107	116
Achats consommés		(6 709)	(6 779)
Charges de personnel		(2 766)	(2 738)
Charges externes		(1 724)	(1 713)
Impôts et taxes		(149)	(147)
Dotations nettes aux amortissements		(214)	(227)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées		(146)	(193)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière		(58)	(68)
Autres produits d'exploitation [2]		548	497
Autres charges d'exploitation		(186)	(237)
Résultat opérationnel courant	**12 et 16**	**363**	**326**
Autres produits opérationnels		–	–
Autres charges opérationnelles		–	(23)
Résultat opérationnel	**12 et 16**	**363**	**303**
Produits financiers		26	27
Charges financières		(14)	(13)
Produit de l'excédent financier net	**13 et 16**	**12**	**14**
Autres produits financiers	13 et 16	73	37
Autres charges financières	13 et 16	(24)	(34)
Impôt	14 et 16	(103)	(119)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	3 et 16	2	121
Résultat net des activités poursuivies	**16**	**323**	**322**
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente		–	–
Résultat net	**16**	**323**	**322**
Résultat net part du Groupe	**16**	**320**	**320**
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		3	2
Résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) par action (en euros)	**15**	**187,55**	**187,55**
Résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) dilué par action (en euros)	**15**	**187,55**	**187,55**

(1) Dont chiffre d'affaires réalisé à l'international 6 091 6 288
(2) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées 251 209

État consolidé des produits et charges comptabilisés

(en millions d'euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net	**323**	**322**
ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES EN RÉSULTAT NET		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(9)	(9)
Variation de la réserve de réévaluation	–	–
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	1	(1)
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	–	–
ÉLÉMENTS RECYCLABLES EN RÉSULTAT NET		
Variation des écarts de conversion	[1] (97)	(12)
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture et autres actifs financiers (AFS, etc.)	12	24
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	1	(3)
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	1	13
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	**(91)**	**12**
Produits et charges nets comptabilisés	**232**	**334**
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	232	331
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	–	3

(1) Dont (79) millions d'euros liés au retournement SORIE

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital/ Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Situation au 31 décembre 2015	**143**	**251**	**489**	**–**	**29**	**912**	**24**	**936**
MOUVEMENTS EXERCICE 2016								
Résultat net	–	–	320	–	–	320	2	322
Variation de change	–	–	–	–	(12)	(12)	1	(11)
Autres produits et charges comptabilisés	–	–	–	–	23	23	–	23
Résultat net et produits et charges comptabilisés [2]	**–**	**–**	**320**	**–**	**11**	**331**	**3**	**334**
Opérations nettes sur capital et réserves	–	(5)	5	–	–	–	–	–
Acquisitions/Cessions d'actions propres	–	–	–	–	–	–	–	–
Acquisitions/Cessions sans perte de contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–
Distribution	–	–	(500)	–	–	(500)	(1)	(501)
Autres opérations avec les actionnaires	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	–	–	–	–	–	–	–	–
Situation au 31 décembre 2016	**143**	**246**	**314**	**–**	**40**	**743**	**26**	**769**
MOUVEMENTS EXERCICE 2017								
Résultat net	–	–	320	–		320	3	323
Variation de change	–	–	–	–	(94) [1]	(94)	(3)	(97)
Autres produits et charges comptabilisés	–	–	–	–	6	6	–	6
Résultat net et produits et charges comptabilisés [2]	**–**	**–**	**320**	**–**	**(88)**	**232**	**–**	**232**
Opérations nettes sur capital et réserves	–	126	(126)	–	–	–	–	–
Acquisitions/Cessions d'actions propres	–	–	–	–	–	–	–	–
Acquisitions/Cessions sans perte de contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–
Distribution	–	–	(20)	–	–	(20)	(1)	(21)
Autres opérations avec les actionnaires	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	–	–	(1)	–	–	(1)	–	(1)
Situation au 31 décembre 2017	**143**	**372**	**487**	**–**	**(48)**	**954**	**25**	**979**

(1) Variation de la réserve de conversion

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	(94)	(3)	(97)
Coentreprises et entités associées	–	–	–
	(94)	(3)	(97)

(2) Voir état des produits et charges comptabilisés

Tableau consolidé des flux de trésorerie

I. Flux de trésorerie des activités poursuivies (en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2017	Exercice 2016
A. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies		323	322
QP de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		(2)	(8)
Annulation des dividendes (sociétés non consolidées)		(17)	(15)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes		133	261
Plus et moins values de cessions d'actifs		(43)	(128)
Charges calculées diverses		(1)	(3)
Capacité d'autofinancement après produit de l'excédent financier net et impôt		**393**	**429**
Produit de l'excédent financier net		(12)	(14)
Impôt		103	119
Capacité d'autofinancement	**16**	**484**	**534**
Impôts décaissés		(77)	(121)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (y compris dépréciations et provisions courantes) [1]		(129)	194
Flux net de trésorerie généré par l'activité		**278**	**607**
B. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	16	(159)	(217)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		40	44
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		–	(8)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	16	(4)	(2)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		23	1
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés		1	–
Incidences des variations de périmètre	**21**		
Prix d'acquisition des activités consolidées	16	(1)	(4)
Prix de cession des activités consolidées		2	144
Dettes nettes sur activités consolidées		(4)	(1)
Autres variations de périmètre (trésorerie des sociétés acquises ou cédées)		(5)	17
Autres flux liés aux opérations d'investissements (var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées)		(1)	27
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		**(108)**	**1**
C. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		(17)	–
Dividendes mis en paiement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(20)	(500)
Dividendes versés par les sociétés consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle		(1)	(1)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		–	(6)
Produit de l'excédent financier net		12	14
Autres flux liés aux opérations de financement		–	–
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		**(26)**	**(493)**
D. INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES		(171)	(17)
Variation de la trésorerie nette (A + B + C + D)		**(27)**	**98**
Trésorerie nette à l'ouverture	**4 et 10**	**3 952**	**3 854**
Flux nets		(27)	98
Autres flux non monétaires		–	–
Trésorerie nette de clôture	**4 et 10**	**3 925**	**3 952**

II. Flux de trésorerie des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	Notes annexe	Exercice 2017	Exercice 2016
Trésorerie nette à l'ouverture		**–**	**–**
Flux nets		–	–
Trésorerie nette de clôture		**–**	**–**

(1) Définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts décaissés présentés séparément et hors dettes financières courantes et instruments financiers sur couverture de dettes classés en financement

28 • 29

Annexe aux comptes consolidés

Note 1. Faits significatifs de l'exercice

1.1. Faits marquants de l'exercice

Néant.

1.2. Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2017

Il n'existe pas de fait significatif postérieur au 31 décembre 2017.

Note 2. Principes et méthodes comptables du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction SA et de ses filiales ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2013-03 du 7 novembre 2013 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 16 février 2018 et seront soumis pour approbation à la prochaine Assemblée générale ordinaire du 12 avril 2018.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2017 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs/passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2016 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1er janvier 2017.

- Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1er janvier 2017 :
  - **Amendements IAS 7 : État des flux de trésorerie**
    Ces amendements posent comme principe qu'une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.
    Pour répondre à cette obligation, le Groupe fournit un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la situation financière en ce qui concerne les passifs inclus dans les activités de financement en Note 9.
    Ces amendements, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017, ont été appliqués par anticipation dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

  - **IFRS 9 : Instruments financiers**
    Le 24 juillet 2014, l'IASB (*International Accounting Standards Board*) a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 novembre, est applicable au 1er janvier 2018. Le Groupe a décidé de ne pas appliquer IFRS 9 par anticipation.
    Les dispositions de la norme sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers seront appliquées par le Groupe à compter du 1er janvier 2018 de manière rétrospective sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les appliquera également au 1er janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par IFRS 9.
    L'application de cette norme sera sans impact significatif à l'échelle du Groupe.

  - **IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**
    Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 29 octobre 2016, est applicable au 1er janvier 2018. Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer IFRS 15 par anticipation. Il l'appliquera au 1er janvier 2018 de manière rétrospective et l'exercice 2017 présenté en 2018 sera également retraité des impacts IFRS 15 (présentation d'un exercice comparatif).
    Le Groupe a finalisé l'analyse de ses contrats au regard de la nouvelle norme. Conformément à ce qui était anticipé, aucun impact significatif n'a été constaté sur les capitaux propres d'ouverture du Groupe au 1er janvier 2017 (exercice comparatif). Le résultat de cette analyse s'explique par la conformité à la nouvelle norme des méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement déjà appliquées par le Groupe. Par ailleurs, la grande majorité des contrats dans l'activité de construction constitue une seule obligation de performance telle que définie par IFRS 15, sans impact sur les modalités de leur comptabilisation.

- Normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicable au 1er janvier 2019 :
  - **IFRS 16 : Contrats de location**
    Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « contrats de location ».
    IFRS 16 remplace IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et vient supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrats de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par un contrat de location.
    La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017 (publication au journal officiel du 9 novembre 2017), est applicable au 1er janvier 2019. Le Groupe a choisi une méthode rétrospective pour la première application de la norme.
    L'impact d'IFRS 16 est en cours d'évaluation. Les éléments détaillés dans les annexes au 31 décembre 2017 au titre des locations ne représentent pas une indication de ce que pourrait être l'impact de l'application d'IFRS 16 sur les comptes du Groupe.

- Interprétation essentielle publiée par l'IASB, non adoptée par l'Union européenne :
  - **IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux**
    Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23, d'application obligatoire au 1er janvier 2019 et non adoptée par l'Union européenne. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer cette interprétation par anticipation et a entrepris une évaluation des conséquences éventuelles de son application.

- Jugements et recours à des estimations :
  Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations et des hypothèses ont été faites. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Le recours à des estimations et hypothèses concerne notamment l'évaluation des provisions ainsi que les données à terminaison sur les contrats de construction.

2.1. Méthodes de consolidation

2.1.1. Modes d'intégration et périmètre de consolidation

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Pour les activités contrôlées conjointement et qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les charges et les produits, les actifs et passifs sont comptabilisées selon les intérêts détenus dans l'activité conjointe.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises qui confèrent des droits sur l'actif net sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Évolution du périmètre de consolidation	31/12/2017	31/12/2016
Sociétés contrôlées	244	238
Activités conjointes	103	102
Coentreprises et entités associées	25	16
Total	**372**	**356**

2.1.2. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

2.1.3. Conversion des opérations en devises

Pour les entités dont la monnaie fonctionnelle est l'euro, les transactions en devises sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date d'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au taux de clôture. Les écarts de change en découlant sont enregistrés en résultat de l'exercice.

2.1.4. Impositions différées

Les impositions différées sont constatées sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ; elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
  - sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
  - sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes, selon les pays.

L'incidence de l'évolution des taux d'impôt sur les sociétés est prise en résultat de l'exercice dans le cadre du report variable. Pour la France, les taux d'impôts reconnus sont les suivants :

Année de renversement des différences temporelles	Taux d'impôt différé retenu
2018	34,43 %
2019	32,02 %
2020	28,92 %
2021	27,37 %
2022 et plus	25,83 %

Les impôts de distribution non récupérables, estimés au titre des dividendes à verser par des filiales françaises ou étrangères, sont provisionnés s'ils présentent un caractère significatif.

2.1.5. Contrats de concessions et PPP (Partenariat Public Privé)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé), qui sont traités conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

2.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.2.1. Actif

a. Actif non courant

Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composante).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10, 20, 30 ans selon qu'il s'agit de constructions légères ou d'autres bâtiments en dur ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 8 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau, etc.).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Contrats de location financement

La location financement est un contrat qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif, le transfert de propriété pouvant, ou non, intervenir *in fine*.

Les biens significatifs acquis sous forme de location financement (crédit-bail notamment) sont inscrits au bilan en immobilisations corporelles, en contrepartie de la comptabilisation d'une dette financière au passif.

Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation.

Coûts de remise en état des sites

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas identifié d'immeuble de placement au sein de ses immobilisations.

Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable, sans substance physique et contrôlé par l'entité. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré) ;
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

Regroupements d'entreprises

Depuis le 1er janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwills déterminés antérieurement au 1er janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow* : D.C.F.) selon les principes suivants :
- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Bouygues Construction a identifié deux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

- **Une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International**
  Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.
  Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.
  Le Groupe a fixé aux activités de BTP un objectif de rentabilité, décliné par année.
  Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.
  Taux d'actualisation retenu : 6,83 %/6,49 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 1 %.
  Il n'y a eu aucun événement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2017.

- **Une UGT comprenant les activités d'Énergies et Services en France et à l'International**
  Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.
  Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités d'Énergies et Services et la continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.
  Le Groupe a fixé aux activités d'Énergies et Services un objectif de rentabilité, décliné par année. Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.
  Taux d'actualisation retenu : 5,54 %/5,29 % selon l'hypothèse ; taux de croissance retenu : 1 %.
  Il n'y a eu aucun événement et circonstance ayant conduit à comptabiliser une perte de valeur en 2017.

Actifs financiers

Titres de participations et autres titres
Les participations non consolidées et les autres titres immobilisés sont comptabilisés selon la méthode des « actifs disponibles à la vente ». Ils sont comptabilisés au bilan en juste valeur.

Les variations de juste valeur sont inscrites en capitaux propres sauf en cas de dépréciation durable, la perte étant alors comptabilisée en résultat de l'exercice. Lors de la sortie de l'actif financier correspondant, la variation de juste valeur précédemment inscrite en capitaux propres est reprise en résultat.

Prêts à caractère de placement
Les prêts, créances rattachées à des participations, et les dépôts et cautionnements sont valorisés à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale puis ultérieurement au coût amorti.

b. Actif courant

Stocks
Les stocks sont évalués à leur coût de revient (coût unitaire moyen pondéré), ou au prix du marché s'il est inférieur.
Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

Clients et autres débiteurs
Les créances clients sont essentiellement à court terme et sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :
- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage) ;
- les « facturations à établir » correspondant aux travaux effectués qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

Trésorerie et équivalents de trésorerie
Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à la juste valeur dans la catégorie des « actifs disponibles à la vente ».

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.2.2. Passif

a. Passif non courant

Provisions non courantes
Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

Avantages au personnel

Provisions pour indemnités de fin de carrière (IFC)
Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :
- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté ;
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière ;
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite ;
- taux de rotation (turn-over) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle ;
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2006-2008.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

Provision pour médailles du travail
Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe

Garanties données aux clients (provisions SAV)
Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France).

La provision est constituée par application au chiffre d'affaires d'un taux statistique déterminé chaque année à partir des éléments de référence SAV propre à chaque société.

b. Passif courant

Fournisseurs et autres créditeurs
En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

Avances et acomptes reçus sur commandes
Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

Provisions courantes
Elles comprennent pour l'essentiel :
- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrat. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2.2.3. Compte de résultat

a. Chiffre d'affaires consolidé
Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Le chiffre d'affaires est décomposé en contrats de construction, ventes et prestations de services.

b. Comptabilisation des contrats de construction
L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traité selon la méthode dite à « l'avancement ».

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client.

Les contrats dégageant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

c. Résultats sur opérations faites en commun
Ils correspondent à la quote-part de résultats provenant des sociétés en participation et joint-ventures non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

d. Résultat opérationnel
Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt.

Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

e. Produit de l'excédent financier net
Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir Note 9. Variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

f. Autres produits et charges financiers
Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie de l'excédent financier net.

2.2.4. Instruments financiers
Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :
- achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :
- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture ;
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang ;
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers

Risque de change
Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

Risque de taux
Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêts européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêts peuvent être réalisées.

Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe
Le Groupe utilise les principes et méthodes de comptabilisation définis par la norme IAS 39 à savoir :
La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers et au moins tous les trimestres.

Pour être éligibles à la comptabilité de couverture, les instruments financiers doivent avoir les caractéristiques suivantes :
- existence formelle et documentée d'une relation de couverture lors de la mise en place de l'instrument financier ;
- efficacité de la couverture démontrée tout au long de la durée de vie de l'instrument financier.

Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change, etc.).

Aucun dérivé incorporé au sens de l'IAS 39 n'a été recensé dans le Groupe.

Couverture des flux de trésorerie (*cash flow hedge*)
La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

Couverture de juste valeur (*fair value hedge*)
La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Couverture d'un investissement net dans une entité étrangère
La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat.

2.2.5. Tableau de flux de trésorerie
Il est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme le résultat net consolidé des sociétés intégrées avant dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes, avant résultat sur cessions d'actifs, avant produit de l'excédent financier net (PEFN) et charge d'impôts de l'exercice (le PEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :
- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.2.6. Engagements hors bilan
Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en Note 18.

2.2.7. EBITDA
L'EBITDA correspond au « résultat opérationnel courant » corrigé des « dotations nettes aux amortissements, aux provisions et dépréciations » ainsi que des effets liés aux prises et pertes de contrôle.

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), dont bénéficient les sociétés françaises, est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

2.2.8. Cash flow libre
Le cash flow libre est égal à la capacité d'autofinancement après produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net et impôt diminué des investissements nets d'exploitation.

Les investissements nets d'exploitation correspondent aux prix d'acquisition / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles diminués des subventions d'investissement obtenues.

2.2.9. Excédents financier net
Il résulte des rubriques ci-après :
- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2.3. Autres informations

Comparabilité des états financiers :
L'impact des changements de périmètre intervenus entre le 1er janvier et le 31 décembre 2017, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers consolidés entre eux, tels que présentés.

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :
- le compte de résultat net ;
- l'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

Note 3. Actif non courant

L'actif non courant réparti par activité figure en Note 16 Information sectorielle.

Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice	31/12/2017	31/12/2016
Acquisitions immobilisations corporelles (1)	151	207
Acquisitions immobilisations incorporelles (1)	8	10
Investissements opérationnels	**159**	**217**
Acquisitions actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	5	6
Investissements consolidés	**164**	**223**
Cessions actifs non courants	(65)	(189)
Investissements nets	**99**	**34**

(1) Net de subventions obtenues (en minoration de l'actif au bilan)

3.1. Immobilisations corporelles 598 M€

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
1er janvier 2016	**423**	**881**	**319**	**84**	**1 707**
Écarts de conversion	(5)	5	–	(1)	(1)
Virements de rubriques	–	119	1	(101)	19
Changements de périmètre	–	(2)	(4)	1	(5)
Investissements	2	135	31	39	207
Cessions et réductions diverses	(8)	(105)	(43)	–	(156)
31 décembre 2016	**412**	**1 033**	**304**	**22**	**1 771**
Dont locations financement	5	1	2	–	8
FLUX 2017					
Écarts de conversion	(9)	(62)	(9)	(1)	(81)
Virements de rubriques	1	36	1	(42)	(4)
Changements de périmètre	–	(8)	(2)	–	(10)
Investissements	5	77	25	44	151
Cessions et réductions diverses	(2)	(110)	(34)	–	(146)
31 décembre 2017	**407**	**966**	**285**	**23**	**1 681**
Dont locations financement	5	1	2	–	8

Amortissements et pertes de valeur	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
1er janvier 2016	**(137)**	**(603)**	**(224)**	**–**	**(964)**
Écarts de conversion	1	(4)	1	–	(2)
Virements de rubriques	–	(21)	–	–	(21)
Changements de périmètre	–	2	3	–	5
Cessions et réductions diverses	2	88	38	–	128
Dotations aux amortissements	(15)	(163)	(37)	–	(215)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–	–
31 décembre 2016	**(149)**	**(701)**	**(219)**	**–**	**(1 069)**
Dont locations financement	(4)	–	(1)	–	(5)
FLUX 2017					
Écarts de conversion	7	43	7	–	57
Virements de rubriques	–	–	–	–	–
Changements de périmètre	–	6	1	–	7
Cessions et réductions diverses	2	91	31	–	124
Dotations aux amortissements	(15)	(155)	(32)	–	(202)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–	–
31 décembre 2017	**(155)**	**(716)**	**(212)**	**–**	**(1 083)**
Dont locations financement	(4)	–	(1)	–	(5)

Net	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31 décembre 2016	**263**	**332**	**85**	**22**	**702**
Dont locations financement	1	1	1	–	3
31 décembre 2017	**252**	**250**	**73**	**23**	**598**
Dont locations financement	1	1	1	–	3

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes et les investissements d'exploitation par activité et zone géographique sont détaillés en Note 16. Information sectorielle.

3.2. Immobilisations incorporelles 44 M€

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
1er janvier 2016	**–**	**129**	**28**	**157**
Écarts de conversion	–	(1)	(2)	(3)
Virements de rubriques	–	2	(2)	–
Changements de périmètre	–	–	5	5
Investissements	–	7	3	10
Cessions et réductions diverses	–	(3)	–	(3)
31 décembre 2016	**–**	**134**	**32**	**166**
FLUX 2017				
Écarts de conversion	–	(1)	(1)	(2)
Virements de rubriques	–	1	–	1
Changements de périmètre	–	–	–	–
Investissements	–	6	2	8
Cessions et réductions diverses	–	(1)	–	(1)
31 décembre 2017	**–**	**139**	**33**	**172**

Amortissements et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
1er janvier 2016	**–**	**(100)**	**(11)**	**(111)**
Écarts de conversion	–	2	–	2
Virements de rubriques	–	–	–	–
Changements de périmètre	–	–	–	–
Cessions et réductions diverses	–	3	–	3
Dotations aux amortissements	–	(11)	(1)	(12)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–
31 décembre 2016	**–**	**(106)**	**(12)**	**(118)**
FLUX 2017				
Écarts de conversion	–	–	–	–
Virements de rubriques	–	1	–	1
Changements de périmètre	–	–	–	–
Cessions et réductions diverses	–	1	–	1
Dotations aux amortissements	–	(11)	(1)	(12)
Perte de valeur comptabilisée	–	–	–	–
Reprise perte de valeur	–	–	–	–
31 décembre 2017	**–**	**(115)**	**(13)**	**(128)**

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31 décembre 2016	**–**	**28**	**20**	**48**
31 décembre 2017	**–**	**24**	**20**	**44**

40 • 41

3.3. Goodwill — 526 M€

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et Services
1er janvier 2016	**557**	**–**	**557**	**251**	**306**
Périmètre, change et autres	(17)	–	(17)	(16)	(1)
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–	–	–
31 décembre 2016	**540**	**–**	**540**	**235**	**305**
Périmètre, change et autres	(14)	–	(14)	(5)	(9)
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–	–	–
31 décembre 2017	**526**	**–**	**526**	**230**	**296**

3.4. Actifs financiers non courants — 300 M€

	Coentreprises et entités associées	Autres actifs financiers non courants		Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
		Participations non consolidées	Autres actifs non courants			
1er janvier 2016	**69**	**159**	**206**	**434**	**(157)**	**277**
Écarts de conversion	1	2	–	3	–	3
Virements de rubriques	(1)	22	11	32	1	33
Changements de périmètre	–	7	(1)	6	(4)	2
Investissements et autres augmentations	7	2	19	28	0	28
Cessions et réductions diverses	(12)	(26)	(35)	(73)	0	(73)
Dotations et reprises	–	–	–	–	4	4
31 décembre 2016	**64**	**166**	**200**	**430**	**(156)**	**274**
Écarts de conversion	(1)	(9)	(11)	(21)	–	(21)
Virements de rubriques	(1)	1	3	3	–	3
Changements de périmètre	4	(1)	–	3	–	3
Investissements et autres augmentations	7	3	53	63	–	63
Cessions et réductions diverses	(2)	(7)	(29)	(38)	–	(38)
Dotations et reprises	–	–	–	–	16	16
31 décembre 2017	**71**	**153**	**216**	**440**	**(140)**	**300**

3.4.1. Coentreprises et entités associées — 30 M€

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill net sur coentreprises et entités associées	Valeur nette
1er janvier 2016	**26**	**–**	**26**
Écarts de conversion	1	–	1
Virements de rubriques	(1)	–	(1)
Changements de périmètre	–	–	–
Investissements et autres augmentations	7	–	7
Cessions et réductions diverses	(12)	–	(12)
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–
31 décembre 2016	**21**	**–**	**21**
Écarts de conversion	(1)	–	(1)
Virements de rubriques	(1)	–	(1)
Changements de périmètre	4	–	4
Investissements et autres augmentations	7	–	7
Cessions et réductions diverses	–	–	–
Perte de valeur (dépréciation)	–	–	–
31 décembre 2017	**30**	**–**	**30**

Le groupe Bouygues Construction détient plusieurs participations dans des coentreprises et entités associées dont la liste est fournie en Note 24. Liste des principales entités consolidées.

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100 %	31/12/2017 Stade de France	31/12/2016 Stade de France
Actif non courant (1)	203	202
Actif courant	59	70
Total Actif	**262**	**272**
Capitaux propres	42	40
Passif non courant	163	155
Passif courant	57	77
Total Passif	**262**	**272**
Chiffre d'affaires	69	56
Résultat opérationnel	1	(5)
Résultat net	2	(3)

(1) Net de subventions reçues

Variations de l'exercice	au 01/01/2017	Flux net (1) 2017	au 31/12/2017
Stade de France	11	–	11
Zaic	4	4	8
Warnowquerung	–	–	–
Bina (Fincom et Istra)	–	–	–
Transjamaican	1	(1)	–
Socoprim	–	–	–
VSL Corée	–	–	–
VSL Japon	2	–	2
VSL Chili	2	–	2
Autres	1	6	7
Total	**21**	**9**	**30**

(1) Incluant : quote-parts de résultat de l'exercice/acquisitions/changements de périmètre/change/dividendes distribués/augmentations de capital et variations de juste valeur des instruments financiers
Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (21)

3.4.2. Participations non consolidées nettes — 83 M€

Participations [1]	31/12/2017				Total Actif [2]	Total Passif courant et non courant [2]	Total chiffre d'affaires [2]	Résultat net [2]
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	% de détention				
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
Foncière Point du Jour	10	(8)	2	100 %	2	–	–	–
Axione Infrastructures	5	–	5	15 %	235	177	3	5
Filiales et participations françaises diverses	17	(5)	12	–	–	–	–	–
Sous-total	**32**	**(13)**	**19**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
Hong Kong IEC Limited	58	–	58	15 %	111	28	61	(6)
VSL Corporation (États-Unis)	22	(22)	–	100 %	–	–	–	–
Filiales et participations étrangères diverses	41	(35)	6	–	–	–	–	–
Sous-total	**121**	**(57)**	**64**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**153**	**(70)**	**83**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

Participations [1]	31/12/2016				Total Actif [2]	Total Passif courant et non courant [2]	Total chiffre d'affaires [2]	Résultat net [2]
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	% de détention				
SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
Foncière Point du Jour	10	(8)	2	100 %	2	–	–	–
Axione Infrastructures	5		5	15 %	240	187	3	6
Filiales et participations françaises diverses	16	(4)	12	–	–	–	–	–
Sous-total	**31**	**(12)**	**19**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
Hong Kong IEC Limited	67	–	67	15 %	134	31	53	(9)
VSL Corporation (États-Unis)	22	(22)	–	100 %	–	–	–	–
Filiales et participations étrangères diverses	46	(42)	4	–	–	–	–	–
Sous-total	**135**	**(64)**	**71**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**166**	**(76)**	**90**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Non consolidées compte tenu :
- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative

(2) Suivant informations annuelles disponibles

3.4.3. Autres actifs non courants — 187 M€

Ils incluent les rubriques principales ci-après :

- Créances rattachées à des participations 91
- Prêts et créances immobilisés 67
- Autres immobilisations financières : 29
  soit :
  - Dépôts et cautionnements 23
  - Autres titres immobilisés 6

3.4.4. Répartition par catégorie des participations non consolidées et des autres actifs non courants — 270 M€

Ne comprend pas les coentreprises et entités associées.

	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs évalués à la juste valeur en résultat	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total
31 décembre 2016	**96**	**157**	**–**	**–**	**253**
Flux 2017	(7)	24	–	–	17
31 décembre 2017	**89**	**181**	**–**	**–**	**270**
Échéances < 1 an	–	12	–	–	12
Entre 1 et 5 ans	–	79	–	–	79
> 5 ans	89	90	–	–	179

3.4.5. Activités conjointes

Le groupe Bouygues Construction détient plusieurs participations dans des activités conjointes. La liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2017 est fournie en Note 24.

Les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Quote-part Bouygues Construction	31/12/2017	31/12/2016
Actif non courant	135	153
Actif courant	1 170	988
Total Actif	**1 305**	**1 141**
Capitaux propres	13	(160)
Passif non courant	40	38
Passif courant	1 252	1 263
Total Passif	**1 305**	**1 141**
Chiffre d'affaires	1 510	1 500
Résultat opérationnel	6	119
Résultat net	**7**	**114**

3.5. Actifs d'impôts non courants — 89 M€

	31/12/2017	31/12/2016
Impôts différés Actif [1]	89	103
Autres impôts LT	–	–
Total Impôts non courants [1]	**89**	**103**

(1) Voir détail en Note 7. Actifs et passifs d'impôts non courants

44 • 45

Note 4. Actif courant

4.1. Stocks — 237 M€

Stocks	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	258	(21)	237	287	(25)	262
Total	**258**	**(21)**	**237**	**287**	**(25)**	**262**

Dépréciations de stocks	Dotations de l'exercice		Reprises de l'exercice	
	2017	2016	2017	2016
Matières/approvisionnements et produits finis/stocks sur opérations immobilières	(4)	(14)	8	4
Total	**(4)**	**(14)**	**8**	**4**

4.2. Avances et acomptes — 161 M€

	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	161	–	161	168	–	168
Total	**161**	**–**	**161**	**168**	**–**	**168**

4.3. Clients et autres débiteurs — 3 820 M€

	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Clients et comptes rattachés (Clients/Factures à établir)	3 084	(234)	2 850	3 173	(218)	2 955
Actif d'impôt (exigible)	95	–	95	84	–	84
Autres créances courantes :						
• Autres créances opérationnelles (Personnel/ Organismes sociaux/État/Autres créances)	386	(6)	380	360	(7)	353
• Créances diverses (Comptes courants, etc.)	461	(44)	417	512	(44)	468
• Charges constatées d'avance	78	–	78	89	–	89
Total clients et autres débiteurs	**4 104**	**(284)**	**3 820**	**4 218**	**(269)**	**3 949**

4.4. Répartition des créances clients entre encours échus (échéancier des retards de paiement) et encours non échus au 31 décembre 2017

	Encours non échus	Encours échus (retards de paiement)			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Clients et comptes rattachés	2 336	359	63	326	3 084
Dépréciations	(9)	(2)	(3)	(220)	(234)
Total clients et comptes rattachés	**2 327**	**357**	**60**	**106**	**2 850**
Rappel au 31/12/2016	**2 394**	**370**	**85**	**106**	**2 955**

4.5. Autres actifs financiers courants — 9 M€

Voir Note 17 Instruments financiers.

4.6. Trésorerie et équivalents de trésorerie — 4 310 M€

	31/12/2017			31/12/2016		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Bouygues Relais	2 012	–	2 012	2 127	–	2 127
Uniservice	1 342	–	1 342	1 410	–	1 410
Autres disponibilités	956	–	956	889	–	889
Valeurs mobilières de placement	–	–	–	1	–	1
Total	**4 310**	**–**	**4 310**	**4 427**	**–**	**4 427**

Répartition par devises 2017	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar australien	Dollar canadien	Dollar US	Dirham marocain	Franc CFA	Riyal du Qatar	Divers	Total
Disponibilités	2 449	307	504	463	72	130	52	178	40	11	43	61	4 310
Valeurs mobilières de placement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	**2 449**	**307**	**504**	**463**	**72**	**130**	**52**	**178**	**40**	**11**	**43**	**61**	**4 310**

Répartition par devises 2016	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Dollar de Hong Kongr	Dollar de Singapour	Dollar australien	Dollar canadien	Dollar US	Dirham marocain	Franc CFA	Riyal du Qatar	Divers	Total
Disponibilités	2 517	342	547	432	82	26	81	213	31	14	31	110	4 426
Valeurs mobilières de placement	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Total	**2 517**	**342**	**547**	**433**	**82**	**26**	**81**	**213**	**31**	**14**	**31**	**110**	**4 427**

Les disponibilités et équivalents ont une échéance inférieure à trois mois ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2017	31/12/2016
Disponibilités	4 310	4 426
Valeurs mobilières de placement	–	1
Total	**4 310**	**4 427**
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(385)	(475)
Total trésorerie nette	**3 925**	**3 952**

46 • 47

Note 5. Capitaux propres

5.1. Capital — 127 967 250 €

Au 31 décembre 2017, le capital social de 127 967 250 euros est constitué de 1 706 230 actions de 75 euros.
L'évolution sur la période a été la suivante :

	Au 01/01/2017	Variations 2017		Au 31/12/2017
		Réduction	Augmentation	
Actions	1 706 230	–	–	1 706 230
Certificats d'investissements	–	–	–	–
Nombre de titres	**1 706 230**	**–**	**–**	**1 706 230**
Nominal	75 €	–	–	75 €
Capital en euros	**127 967 250**	**–**	**–**	**127 967 250**

5.2. Opérations affectées directement en capitaux propres

5.2.1. Réserve de conversion — 1 M€

La réserve de conversion est générée depuis le 1er janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de la mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.
La réserve de conversion comprend la variation de change cumulée des coentreprises et entités associées.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2017 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2016	Variations 2017	31/12/2017
Livre sterling	10	1	11
Franc suisse	8	(6)	2
Dollar US	(7)	–	(7)
Dollar de Hong Kong	8	(13)	(5)
Dollar de Singapour	1	(1)	–
Dollar australien	2	4	6
Rand sud-africain	74	(74)	–
Divers	(1)	(5)	(6)
Total	**95**	**(94)**	**1**

5.2.2. Réserve de variation de juste valeur — 2 M€

La réserve de variation de juste valeur des instruments financiers constate les opérations appelées à passer ultérieurement en résultats. Elle concerne l'évaluation des instruments financiers en couverture d'un flux futur et l'évaluation des actifs disponibles à la vente.

	31/12/2016	Variations 2017	31/12/2017
Réserve de juste valeur des instruments financiers	(12)	14	2
Total	**(12)**	**14**	**2**

5.2.3. Autres réserves — (51) M€

	31/12/2016	Variations 2017	31/12/2017
Réserve de réévaluation	4	–	4
Écarts actuariels	(47)	(8)	(55)
Total	**(43)**	**(8)**	**(51)**

Note 6. Provisions non courantes et courantes

6.1. Provisions non courantes — 750 M€

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres prov. non courantes	Total
1er janvier 2016	**198**	**173**	**298**	**32**	**6**	**121**	**828**
Écarts de conversion	–	–	(3)	–	–	–	(3)
Virements de rubriques	–	(1)	–		–	(1)	(2)
Chgts de méthodes, périmètre et divers	–	–	–	(18)	–	(2)	(20)
Impact direct en capitaux propres	9	–	–	–	–	–	9
Dotations	14	49	78	2	29	33	205
Reprises utilisées	(16)	(14)	(49)	(2)	(2)	(8)	(91)
Reprises non utilisées	(1)	(37)	(23)	(1)	(1)	(10)	(73)
31 décembre 2016	**204**	**170**	**301**	**13**	**32**	**133**	**853**
FLUX 2017							
Écarts de conversion	(1)	(1)	(3)	–	–	(1)	(6)
Virements de rubriques	–	(2)	–	–	5	(38)	(35)
Chgts de méthodes, périmètre et divers	–	–	–	–	–	–	–
Impact direct en capitaux propres	8	–	–	–	–	–	8
Dotations	15	28	78	–	4	11	136
Reprises utilisées	(15)	(9)	(46)	(2)	(1)	(12)	(85)
Reprises non utilisées	(1)	(52)	(35)	(1)	(16)	(16)	(121)
31 décembre 2017	**210**	**134**	**295**	**10**	**24**	**77**	**750**

6.2. Provisions courantes — 529 M€

	Risques sur chantiers terminés	Charges de fin de chantier	Pertes à terminaison	Autres prov. courantes	Total
1er Janvier 2016	**73**	**238**	**245**	**99**	**655**
Écarts de conversion	–	2	–	2	4
Virements de rubriques	1	–	–	3	4
Chgts de méthodes, périmètre et divers	–	–	–	–	–
Dotations	16	90	114	36	256
Reprises utilisées	(5)	(76)	(97)	(29)	(207)
Reprises non utilisées	(21)	(32)	(66)	(5)	(124)
31 décembre 2016	**64**	**222**	**196**	**106**	**588**
FLUX 2017					
Écarts de conversion	(3)	(8)	(9)	(4)	(24)
Virements de rubriques	1	(3)	–	–	(2)
Chgts de méthodes, périmètre et divers	(2)	(1)	(1)	(1)	(5)
Dotations	23	91	138	37	289
Reprises utilisées	(10)	(72)	(99)	(40)	(221)
Reprises non utilisées	(15)	(26)	(45)	(10)	(96)
31 décembre 2017	**58**	**203**	**180**	**88**	**529**

48 • 49

Note 7. Actifs et passifs d'impôts non courants

7.1. Actif d'impôts non courants — Actif 89 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2016	Variations 2017		31/12/2017
		Charges nettes	Autres flux	
Impôts différés Actif	103	(15)	1	89

7.2. Répartition des impôts différés actif par métier

Nature par métier	Actif d'impôt différé 31/12/2016	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2017		Autres	Actif d'impôt différé 31/12/2017
				Produits	Charges		
A. DÉFICITS FISCAUX							
BTP	6	–	–	5	(1)	–	10
Énergies et Services	5	–	–	7	–	–	12
Sous-total Déficits fiscaux	**11**	**–**	**–**	**12**	**(1)**	**–**	**22**
B. DIFFÉRENCES TEMPORAIRES (1)							
BTP	81	–	–	1	(26)	–	56
Énergies et Services	11	–	–	1	(2)	1	11
Sous-total Différences temporaires	**92**	**–**	**–**	**2**	**(28)**	**1**	**67**
Total IDA	**103**	**–**	**–**	**14**	**(29)**	**1**	**89**

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation

7.3. Passif d'impôts non courants — Passif 17 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2016	Variations 2017		31/12/2017
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés Passif	24	(5)	(2)	17

7.4. Répartition des impôts différés passif par métier

Nature par métier	Passif d'impôt différé 31/12/2016	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2017		Autres	Passif d'impôt différé 31/12/2017
				Produits	Charges		
DIFFÉRENCES TEMPORAIRES (1)							
BTP	23	–	–	(5)	–	(2)	16
Énergies et Services	1	–	–	–	–	–	1
Sous-total Différences temporaires	**24**	**–**	**–**	**(5)**	**–**	**(2)**	**17**
Total IDP	**24**	**–**	**–**	**(5)**	**–**	**(2)**	**17**

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation

7.5. Principales sources d'impôts différés par nature

	31/12/2017	31/12/2016
IDA	**89**	**103**
Avantages au personnel	35	38
SAV	11	14
Pertes à terminaison	21	35
Provisions litiges clients et clients douteux	3	4
Déficits fiscaux	21	11
Autres sources d'IDA	(2)	1
IDP	**17**	**24**
Total	**72**	**79**

7.6. Délai de récupération des impôts différés actif

31 décembre 2017	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
IDA	57	7	25	**89**

7.7. Actifs d'impôts différés non comptabilisés

	31/12/2017	31/12/2016
Régime d'intégration fiscale Groupe Bouygues	120	94
Autres actifs	154	144
Total	**274**	**238**

Note 8. Dettes financières non courantes et courantes

8.1. Répartition des emprunts portant intérêt par échéance 516 M€

Dettes financières	Courantes		Non courantes						Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et +		
Emprunts obligataires	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	–	1	–	–	–	–	–	–	1	4
Emprunts issus des locations financement	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Emprunts et dettes financières divers	–	1	12	8	5	4	2	–	32	48
Emprunt participatif	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Emprunt Uniservice	1	2	305	45	–	130	–	–	483	512
Total emprunts portant intérêt	**1**	**4**	**317**	**53**	**5**	**134**	**2**	**0**	**516**	**565**
Rappel au 31/12/2016	**2**	**20**	**245**	**230**	**54**	**4**	**3**	**7**	**565**	**–**

Répartition de la dette sur locations financement par métier	BTP	Énergies et Services	Total
Long terme 31/12/2017	**–**	**–**	**–**
Court terme 31/12/2017	**–**	**–**	**–**
Long terme 31/12/2016	1	–	1
Court terme 31/12/2016	–	–	–

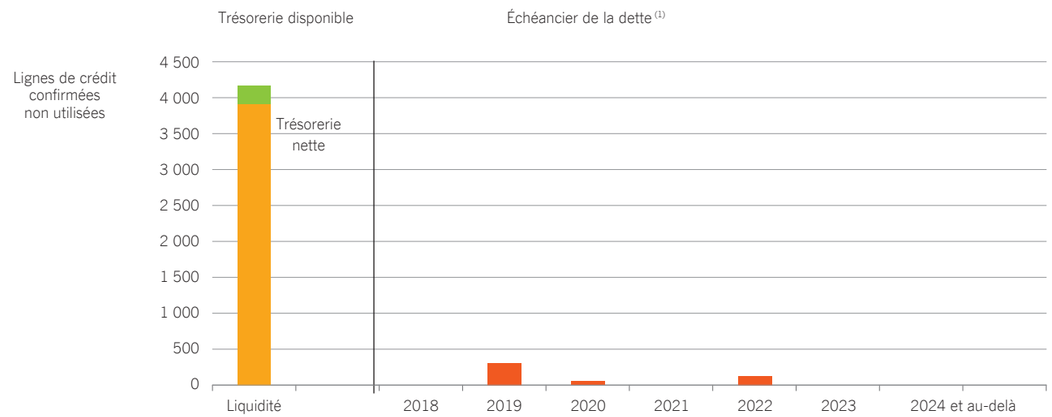
8.2. Lignes de crédit confirmées/utilisées

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	- 1 an	1 à 5 ans	Au-delà	Total	- 1 an	1 à 5 ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1	–	–	1	1	–	–	1
Emprunts et dettes financières diverses	4	775	2	781	4	509	2	515
Emprunt participatif	–	–	–	–	–	–	–	–
Intra-groupe	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	**5**	**775**	**2**	**782**	**5**	**509**	**2**	**516**

8.3. Liquidité au 31 décembre 2017

Au 31 décembre 2017, la trésorerie nette s'élève à 3 925 millions d'euros auxquels s'ajoute un montant de 266 millions d'euros de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date.

Cf. Note 4.6 pour plus de détail sur la trésorerie.



(1) Dettes financières non courantes (511 millions d'euros) et dettes financières courantes (5 millions d'euros)

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.
Les crédits bancaires contractés par le groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier et aucun *trigger event*.

8.4. Répartition de la dette financière courante et non courante par nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à taux fixé (1)	2 %	1 %
Dettes à taux variable	98 %	99 %

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an

8.5. Répartition de la dette financière par devises

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Zloty polonais	Couronne tchèque	Dollar de Hong Kong	Dollar US	Dollar canadien	Divers	Total
Long terme 31/12/2017	**2**	**122**	**155**	**17**	**18**	**15**	**63**	**117**	**2**	**511**
Court terme 31/12/2017	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**–**	**–**	**–**	**5**
Long terme 31/12/2016	–	126	169	31	26	18	75	98	–	543
Court terme 31/12/2016	–	–	–	–	–	6	–	16	–	22

Les dettes financières ventilées par métier figurent en Note 16. Information sectorielle

52 • 53

Note 9. Principaux éléments de variation de l'excédent financier net 3 409 M€

9.1. Variation de l'excédent financier net

	31/12/2016	Flux de trésorerie	Changement de périmètre	Écart de conversion	Autres impacts	31/12/2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 427	57	(5)	(169)	–	4 310
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(475)	92		(2)	–	(385)
Trésorerie nette	**3 952**	**149**	**(5)**	**(171)**	**–**	**3 925 (1)**
Dettes financières non courantes	(543)	(4)	1	31	4	(511)
Dettes financières courantes	(22)	4	–	1	12	(5)
Instruments financiers - couverture des dettes financières	–	–	–	–	–	–
Endettement financier brut	**(565)**	**0 (2)**	**1**	**32**	**16**	**(516)**
Excédent financier net	**3 387**	**149**	**(4)**	**(139)**	**16**	**3 409**

(1) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie (flux nets + flux non monétaires)
(2) Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement

9.2. Principales opérations sur excédent financier net

Excédent financier net au 31 décembre 2016	**3 387**
Générées par l'activité	278
Liées aux opérations d'investissement	(108)
Dividendes versés	(21)
Produit de l'excédent financier net	12
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	1
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	(139)
Autres	(1)
Excédent financier net au 31 décembre 2017	**3 409**

Note 10. Autres passifs courants

10.1. Fournisseurs et autres créditeurs 6 915 M€

	31/12/2017	31/12/2016
Avances et acomptes reçus sur commandes	**469**	**474**
Impôts courants	**59**	**62**
Fournisseurs et comptes rattachés	**3 144**	**3 241**
Autres passifs courants	**3 243**	**3 416**
Dettes personnel et organismes sociaux	453	438
État et collectivités publiques	626	556
Autres dettes courantes	602	577
Produits différés	1 562	1 845

10.2. Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque 385 M€

Répartition par devises 31/12/2017	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Couronne tchèque	Dollar de Hong Kong	Dollar US	Dollar canadien	Franc CFA	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	92	6	80	21	111	1	27	27	20	385

Répartition par devises 31/12/2016	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Couronne tchèque	Dollar de Hong Kong	Dollar US	Dollar canadien	Franc CFA	Autres	Total
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	109	12	136	13	140	2	23	16	24	475

10.3. Autres passifs financiers courants 3 M€

Voir Note 17. Instruments financiers.

Note 11. Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

11.1. Analyse globale par nature

	Année 2017 (1)	Année 2016 (1)
Ventes	118	135
Prestations de services	3 015	2 837
Contrats de construction	8 527	8 843
Chiffre d'affaires	**11 660**	**11 815**
Autres produits de l'activité	**107**	**116**
Total	**11 767**	**11 931**

(1) Dont échange de bien ou de services : néant

Informations relatives aux contrats de construction au 31/12/2017	
ACTIF	
Travaux à facturer	623
Retenues de garantie	198
PASSIF	
Travaux facturés d'avance	1 276
Avances reçues	382
Coûts encourus depuis l'origine sur les contrats en cours (plus les bénéfices moins les pertes comptabilisées)	**17 187**

11.2. Analyse du chiffre d'affaires par activité

Activité	Année 2017				Année 2016 proforma *			
	France	International	Total	% du C.A. total	France	International	Total	% du C.A. total
BTP	4 252	4 856	9 108	78 %	4 387	5 131	9 518	81 %
Énergies et services	1 317	1 235	2 552	22 %	1 140	1 157	2 297	19 %
Chiffres d'affaires	**5 569**	**6 091**	**11 660**	**100 %**	**5 527**	**6 288**	**11 815**	**100 %**
% d'évolution 2017/2016	1 %	- 3 %	- 1 %					

* À partir du 1er janvier 2017, les opérations portées juridiquement par le secteur BTP et dont le secteur Énergies et Services assure le management opérationnel sont réaffectées à ce dernier
Les données du 31 décembre 2016 ont été retraitées en conséquence

11.3. Analyse du chiffre d'affaires par zone géographique

Analyse par zone géographique	Chiffre d'affaires 2017		Chiffre d'affaires 2016	
	Total	% du CA total	Total	% du CA total
France	5 569	47,8 %	5 527	46,8 %
Union européenne	1 560	13,4 %	1 695	14,4 %
Autres pays d'Europe	1 192	10,2 %	1 055	8,9 %
Afrique	484	4,2 %	651	5,5 %
Moyen Orient	159	1,4 %	182	1,5 %
Amériques	620	5,3 %	792	6,7 %
Asie - Pacifique	2 076	17,8 %	1 913	16,2 %
Total	**11 660**	**100,0 %**	**11 815**	**100,0 %**

Le Groupe est présent au Royaume-Uni dans les activités de Construction et d'Energie et Services. Il s'agit d'activités réalisées localement et qui ne sont pas exposées de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations. Le chiffre d'affaires réalisé en 2017 est de 1 069 millions de livres sterling, à comparer à 1 108 en 2016, soit respectivement 1 219 et 1 352 millions d'euros. Cette diminution de (133) millions d'euros s'explique à hauteur de (86) millions d'euros par la baisse de la livre sterling consécutive à la décision de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, dont le taux moyen est en recul de 7 % (1,22 euro pour une livre en 2016 contre 1,14 en 2017).

11.4. Analyse du chiffre d'affaires par nature de marchés (en %)

Nature de marchés	2017			2016		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics (1)	39 %	38 %	38 %	44 %	40 %	42 %
Marchés privés	61 %	62 %	62 %	56 %	60 %	58 %

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger

Note 12. Résultat opérationnel et EBITDA

12.1. Résultat opérationnel 363 M€

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat opérationnel courant (1)		
Chiffre d'affaires	11 660	11 815
Autres produits de l'activité	107	116
Consommations externes	(8 433)	(8 492)
Charges de personnel	(2 766)	(2 738)
Impôts et taxes	(149)	(147)
Dotations nettes aux amortissements	(214)	(227)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(146)	(193)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(58)	(68)
Autres produits et charges d'exploitation :		
• Reprises de dépréciations et de provisions non utilisées	251	209
• Résultats nets sur cessions d'immobilisations	22	18
• Différences nettes de change	–	(17)
• Autres produits et charges	89	50
Sous-total résultat opérationnel courant	**363**	**326**
Autres produits et charges opérationnels (2)	**–**	**(23)**
Résultat opérationnel (3)	**363**	**303**

(1) Voir Note 16 pour la répartition par activité
(2) En 2016, coûts induits par la mise en place de la nouvelle organisation opérationnelle
(3) Dont charges de loyers de 406 millions d'euros pour 2017 et 426 millions d'euros pour 2016

12.2. EBITDA 472 M€

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat opérationnel courant	**363**	**326**
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
• Dotations nettes aux amortissements	214	227
• Dotations nettes aux provisions et dépréciations	146	193
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
• Reprises de provisions et dépréciations non utilisées	(251)	(209)
EBITDA	**472**	**537**

56 • 57

Note 13. Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers

13.1. Décomposition du produit de l'excédent financier net — 12 M€

	31/12/2017	31/12/2016
Coût de l'endettement financier brut	(6)	(6)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	18	20
Produit de l'excédent financier net	**12**	**14**
Le produit de l'excédent financier net se décompose comme suit :		
• charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(6)	(6)
• charges d'intérêt sur location financement	–	–
• impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	–	–
Sous-total	**(6)**	**(6)**
• produits d'intérêt nets liés à la trésorerie	18	20
• impacts des instruments financiers sur trésorerie nette	–	–
• revenus issus des titres disponibles à la vente et équivalents de trésorerie	–	–
Sous-total	**18**	**20**

13.2. Décomposition des autres produits et charges financiers — 49 M€

	31/12/2017	31/12/2016
Dividendes sur titres non consolidés	17	15
(Dotations)/Reprises financières nettes	13	5
Charges d'actualisation nettes	–	–
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	–	–
Abandons de comptes courants, plus et moins values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	19	(17)
Autres produits et charges financiers	**49**	**3**

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

Note 14. Impôts sur le résultat

14.1. Décomposition de la charge nette d'impôts — (103) M€

	31/12/2017			31/12/2016		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(40)	(50)	(90)	(49)	(61)	(110)
Impositions différées passif (1) (2)	5	–	5	5	–	5
Impositions différées actif (1) (2)	(15)	–	(15)	(11)	2	(9)
Impôts sur distributions	–	(3)	(3)	–	(5)	(5)
Total	**(50)**	**(53)**	**(103)**	**(55)**	**(64)**	**(119)**

Voir Note 16 pour la répartition par activité.

		2017	2016
(1)	dont impôts différés afférents aux différences temporelles	(19)	(4)
	dont impôts différés afférents aux déficits	5	1
	dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition ou à de nouveaux impôts	(3)	(1)
(2)	dont déficit/crédit d'impôt/différence temporelle d'un exercice antérieur non comptabilisé précédemment :		
	• sur impôts exigibles	–	–
	• sur impôts différés	7	–

14.2. Rapprochement entre taux d'impôt théorique et réel au compte de résultat consolidé (preuve de l'impôt)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'imposition théorique en France	34,43 %	34,43 %
Différences de taux France/Étranger	- 10,84 %	- 2,70 %
Actifs d'impôts différés non comptabilisés et création/utilisation de reports déficitaires	4,01 %	- 0,97 %
Effets des différences permanentes	- 1,34 %	- 1,59 %
Impôts à taux forfaitaires et à taux réduits	- 1,29 %	- 1,60 %
Impôts de distribution	0,61 %	1,03 %
Autres	- 1,43 %	- 1,57 %
Taux effectif d'imposition	**24,15 %**	**27,03 %**

Note 15. Résultat net et résultat dilué par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2017 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2017	2016
Résultat net part du Groupe	320 M€	320 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
Résultat en euros par action	**187,55 €**	**187,55 €**

Le résultat dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, Bouygues Construction n'utilisant pas d'instruments dilutifs.

	2017	2016
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	320 M€	320 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat dilué par action	1 706 230	1 706 230
Résultat dilué en euros par action	**187,55 €**	**187,55 €**

Note 16. Information sectorielle

Les secteurs opérationnels correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel et aucun regroupement n'a été effectué. L'information sectorielle ci-après présente sous la forme d'une analyse de contribution par activité les éléments ci-dessous :

16.1. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2017

31/12/2017*	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Chiffre d'affaires total	9 200	2 656	11 856
Chiffre d'affaires intersecteurs	(92)	(104)	(196)
Chiffre d'affaires sur clients externes	**9 108**	**2 552**	**11 660**
Résultat opérationnel courant	**357**	**6**	**363**
Autres produits et charges opérationnels	–	–	–
Résultat opérationnel	**357**	**6**	**363**
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	16	(4)	12
Autres produits et charges financiers	47	2	49
Impôt	(98)	(5)	(103)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	2	–	2
Résultat net des activités poursuivies	**324**	**(1)**	**323**
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	–	–	–
Résultat net	**324**	**(1)**	**323**
Résultat net part du Groupe	**320**	**–**	**320**
BILAN			
Immobilisations corporelles (1)	559	39	598
Immobilisations incorporelles	20	24	44
Goodwill	230	296	526
Coentreprises et entités associées	30	–	30
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	67	22	89
Actif d'impôt (exigible)	60	35	95
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 145	165	4 310
Autres actifs sectoriels	3 447	955	4 402
Actifs non affectés	–	–	
Total Actif	**–**	**–**	**10 094**
Dettes financières non courantes	503	8	511
Provisions non courantes	672	78	750
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	16	1	17
Impôts courants	56	3	59
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	366	19	385
Autres passifs sectoriels (2)	6 212	1 181	7 393
Passifs non affectés	–	–	979
Total Passif	**–**	**–**	**10 094**
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Capacité d'autofinancement	470	14	484
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles (3)	(138)	(21)	(159)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(3)	(1)	(4)
Prix d'acquisition des activités consolidées (4)	–	(1)	(1)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(198)	(16)	(214)
Autres charges (produits) sans contrepartie de trésorerie (5)	73	8	81
AUTRES INDICATEURS			
EBITDA	**449**	**23**	**472**
Excédent (endettement) financier net (6)	**3 376**	**33**	**3 409**
Cash flows libres	**289**	**(15)**	**274**

(1) Y compris les contrats de location financement
(2) Fournisseurs, avances, provisions courantes, etc.
(3) Nets de subventions d'investissement obtenues
(4) Nets de trésorerie acquise et nets de dettes sur acquisitions
(5) Dotations nettes aux dépréciations/provisions non courantes (actifs et passifs)
(6) Contribution de niveau secteur

* À partir du 1er janvier 2017, les opérations portées juridiquement par le secteur BTP et dont le secteur Énergies et Services assure le management opérationnel sont réaffectées à ce dernier

60 • 61

Note 16. Information sectorielle

16.2. Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2016

31/12/2016 pro forma*	BTP	Énergies et services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
Chiffre d'affaires total	9 590	2 393	11 983
Chiffre d'affaires intersecteurs	(72)	(96)	(168)
Chiffre d'affaires sur clients externes	**9 518**	**2 297**	**11 815**
Résultat opérationnel courant	**258**	**68**	**326**
Autres produits et charges opérationnels	(16)	(7)	(23)
Résultat opérationnel	**241**	**62**	**303**
Produit (coût) de l'excédent (endettement) financier net	19	(5)	14
Autres produits et charges financiers	15	(12)	3
Impôt	(107)	(12)	(119)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	121	–	121
Résultat net des activités poursuivies	**289**	**33**	**322**
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	–	–	–
Résultat net	**289**	**33**	**322**
Résultat net part du Groupe	**286**	**34**	**320**
BILAN			
Immobilisations corporelles (1)	665	37	702
Immobilisations incorporelles	26	22	48
Goodwill	235	305	540
Coentreprises et entités associées	21	–	21
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	87	16	103
Actif d'impôt (exigible)	57	27	84
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 273	154	4 427
Autres actifs sectoriels	3 638	925	4 563
Actifs non affectés	–	–	–
Total Actif	**–**	**–**	**10 488**
Dettes financières non courantes	532	11	543
Provisions non courantes	768	85	853
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	23	1	24
Impôts courants	56	6	62
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	460	15	475
Autres passifs sectoriels (2)	6 583	1 179	7 762
Passifs non affectés	–	–	769
Total Passif	**–**	**–**	**10 488**
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			
Capacité d'autofinancement	470	64	534
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles (3)	(200)	(17)	(217)
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(1)	(1)	(2)
Prix d'acquisition des activités consolidées (4)	(4)	–	(4)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(211)	(16)	(227)
Autres charges (produits) sans contrepartie de trésorerie (5)	(36)	2	(34)
AUTRES INDICATEURS			
EBITDA	**476**	**74**	**550**
Excédent (endettement) financier net (6)	**3 298**	**89**	**3 387**
Cash flows libres	**223**	**33**	**256**

(1) Y compris les contrats de location financement
(2) Fournisseurs, avances, provisions courantes, etc.
(3) Nets de subventions d'investissement obtenues
(4) Nets de trésorerie acquise et nets de dettes sur acquisitions
(5) Dotations nettes aux dépréciations/provisions non courantes (actifs et passifs)
(6) Contribution de niveau secteur

* À partir du 1er janvier 2017, les opérations portées juridiquement par le secteur BTP et dont le secteur Énergies et Services assure le management opérationnel sont réaffectées à ce dernier
Les données du 31 décembre 2016 ont été retraitées en conséquence

16.3. Analyse sectorielle par zone géographique

31/12/2017	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 569	1 560	1 192	484	2 076	620	159	11 660
BILAN								
Immobilisations corporelles (1)	411	22	23	29	91	13	9	598
Immobilisations incorporelles	34	9	–	1	–	–	–	44
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	91	7	20	8	26	4	3	159
Acquisitions de titres non consolidés et autres titres immobilisés	3	–	1	–	–	–	–	4
Acquisitions de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	1	–	–	–	–	–	–	1

(1) Y compris les contrats de location financement

31/12/2016	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen Orient	Total
COMPTE DE RÉSULTAT								
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 527	1 695	1 055	651	1 913	792	182	11 815
BILAN								
Immobilisations corporelles (1)	393	19	27	59	172	16	16	702
Immobilisations incorporelles	37	10	–	1	–	–	–	48
TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE								
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	77	7	9	15	91	3	15	217
Acquisitions de titres non consolidés et autres titres immobilisés	1	–	–	1	–	–	–	2
Acquisitions de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	–	4	–	–	–	–	–	4

(1) Y compris les contrats de location financement

Note 17. Instruments financiers

Les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2017, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

17.1. Couverture du risque de taux et du risque de change

17.1.1. Analyse par activité

(chiffres en millions d'euros)	BTP	Énergies et Services	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
Achats à terme	249	9	258	364
Ventes à terme	288	47	335	367
Swaps de change	31	–	31	7
Swaps de taux*	12	–	12	15
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–
Total	**580**	**56**	**636**	**753**

* Bouygues Construction Relais 1 million d'euros au taux fixe payé de 0,77 % et Bouygues Development 11 millions d'euros au taux fixe payé de 0,81 %

62 • 63

17.1.2. Analyse par échéance et par devise d'origine

(en millions d'euros)	Date d'échéance				Devise d'origine						
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	EUR	CHF	GBP	USD	HKD	CAD	Autres
Achats à terme	240	18	–	258	92	6	3	109	6	2	40
Ventes à terme	234	101	–	335	29	70	35	96	55	12	38
Swaps de change	31	–	–	31	–	–	1	1	–	20	9
Swaps de taux	–	12	–	12	1	–	11	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total	**505**	**131**	**–**	**636**	**122**	**76**	**50**	**206**	**61**	**34**	**87**

17.2. Valeur de marché des instruments de couverture

Dérivés à l'actif (en millions d'euros)	Devise d'origine						Couv. de JV	Couv. flux de tréso	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres	Total			
Achats à terme	2	–	–	–	–	2	–	2	–
Ventes à terme	–	4	1	–	2	7	–	7	–
Swap de change	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Swap de taux	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total à l'actif	**2**	**4**	**1**	**–**	**2**	**9**	**–**	**9**	**–**

Dérivés au passif (en millions d'euros)	Devise d'origine						Couv. de JV	Couv. flux de tréso	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	USD	GBP	CHF	Autres	Total			
Achats à terme	–	(2)	–	–	–	(2)	–	(2)	–
Ventes à terme	–	–	–	–	(1)	(1)	–	(1)	–
Swap de change	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Swap de taux	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Options de taux (caps, floors)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés de matières premières	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total au passif	**–**	**(2)**	**–**	**–**	**(1)**	**(3)**	**–**	**(3)**	**–**

Total au actif/passif	**2**	**2**	**1**	**–**	**1**	**6**	**–**	**6**	**–**

En cas de translation de la courbe des taux de + 1,00 %, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture diminuerait de - 0,1 million d'euros.

En cas d'évolution défavorable de 1 % de l'euro par rapport à chacune des autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à + 2,9 millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

Note 18. Engagements hors bilan au 31 décembre 2017

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers et les contrats de location.

18.1. Engagements de garantie

	31/12/2017	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	4	3	–	1
Avals, cautions et garanties données (1)	43	13	23	7
Total Engagements de garantie donnés	**47**	**16**	**23**	**8**
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	–	–	–	–
Avals, cautions et garanties reçues	–	–	–	–
Total Engagements de garantie reçus	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe

18.2. Engagements contractuels divers

	31/12/2017	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers donnés	**–**	**–**	**–**	**–**
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers reçus	**–**	**–**	**–**	**–**

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.3. Contrats de location simple

	31/12/2017	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Locations simples (données/reçues)	49	11	27	11

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels, etc.).

18.4. Contrats de location financement (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2017	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Location financement	–	–	–	–

Note 18. Engagements hors bilan au 31 décembre 2016

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers et les contrats de location.

18.5. Engagements de garantie

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	5		4	1
Avals, cautions et garanties données (1)	69	4	44	21
Total Engagements de garantie donnés	**74**	**4**	**48**	**22**
Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	–	–	–	–
Avals, cautions et garanties reçues	–	–	–	–
Total Engagements de garantie reçus	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe

18.6. Engagements contractuels divers

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers donnés	**–**	**–**	**–**	**–**
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	–	–	–	–
Effets non échus	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–
Total Engagements contractuels divers reçus	**–**	**–**	**–**	**–**

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.7. Contrats de location simple

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Locations simples (données/reçues)	44	10	31	3

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels, etc.).

18.8. Contrats de location financement (déjà comptabilisés au bilan)

	31/12/2016	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Location financement	4	1	2	1

Note 19. Effectif moyen et engagements envers le personnel

19.1. Effectif moyen

	2017	2016
Cadres	9 109	8 628
Agents de maîtrise et employés	5 435	5 353
Compagnons	5 868	6 173
Sous-total Effectif France	**20 412**	**20 154**
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	28 094	30 957
Total effectif moyen	**48 505**	**51 111**

19.2. Engagements envers le personnel

19.2.1. Engagements envers le personnel

	01/01/2017	Flux 2017	31/12/2017
Indemnités de fin de carrière	165	6	171
Médailles du travail	31	–	31
Autres avantages postemploi (pensions)	7	–	7
Total	**203**	**6**	**209**

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en Passif non courant.

19.2.2. Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médailles du travail

19.2.2.1. Régimes à cotisations définies

	2017	2016
Montants comptabilisés en charges	202	190

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

66 • 67

19.2.2.2 Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

a. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Valeur actualisée des obligations	171	165	29	29
Juste valeur des actifs du régime	–	–	(22)	(22)
Passifs nets comptabilisés	**171**	**165**	**7**	**7**

b. Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2017	2016	2017	2016
Au 1er janvier	**165**	**163**	**7**	**2**
Coûts des services rendus	10	9	1	1
Rendement attendu des actifs du régime	–	–	–	(1)
Écarts actuariels nets comptabilisés	–	–	(1)	(1)
Charges d'intérêt sur l'obligation	2	3	(1)	1
Impact au compte de résultat	**12**	**12**	**1**	**–**
Reprises utilisées [1]	(15)	(13)	–	–
Variations de périmètre et change	–	–	–	(1)
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	9	3	–	6
Virement de rubrique et autres	–	–	–	–
Au 31 décembre	**171**	**165**	**7**	**7**

(1) La charge correspondant aux reprises utilisées est comptabilisée en charges de personnel au compte de résultat

c. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	31/12/2017	31/12/2016
Taux d'actualisation		
Indemnités de fin de carrière	1,50 % (iboxx € corporate A10+)	1,71 % (iboxx € corporate A10+)
Pensions	2,6 %	2,8 %
Table de survie	**INSEE**	**INSEE**
Augmentation future des salaires		
Indemnités de fin de carrière	1 à 2,8 %	1 à 2,5 %
Pensions	3,40 %	3,45 %

Note 20. Informations sur les parties liées

20.1. Informations sur les parties liées

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Parties liées en amont	(171)	(192)	253	252	3 443 [1]	3 614	788	897
Activités conjointes	(79)	(23)	223	193	214	321	235	219
Coentreprises et entités associées		(1)	36	3	22	6	4	4
Autres parties liées	(3)	(5)	30	38	45	57	24	47
Total	**(253)**	**(221)**	**542**	**486**	**3 724**	**3 998**	**1 051**	**1 167**
Échéances < 1 an					3 684	3 963	568	658
Échéances > 1 an < 5 ans					22	19	483	509
Échéances > 5 ans					18	16		
Dont pertes définitives sur créances irrécouvrables								
Dont dépréciation de créances					71	72		

(1) dont Bouygues Relais 2 012 millions d'euros ; Uniservice 1 342 millions d'euros

Les engagements hors bilan présentés en Note 18 de la présente annexe incluent les engagements envers les parties liées pour 10 millions d'euros.

20.2. Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction

- La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du Comité de direction générale présents au 31 décembre 2017 ;
- Les rémunérations directes s'élèvent à 13 623 milliers d'euros dont 8 199 milliers d'euros de rémunération de base et 5 424 milliers d'euros de rémunération variable payée en 2018 et liée aux performances réalisées en 2017 ;
- Avantages à court terme : néant ;
- Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du Comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2017 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 713 milliers d'euros ;
- Avantages à long terme : néant ;
- Indemnités de fin de contrat : elles concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 4 112 milliers d'euros à fin 2017 ;
- Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 1er juin 2017 (stock-options) est de 301 000 au cours de levée de 37,99 euros. La date minimale d'exercice est le 2 juin 2019.

Note 21. Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie

21.1. Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou sortantes

Présentation nette par secteur des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des sorties de sociétés consolidées

	BTP	Énergies et Services	Total Groupe 2017
Immobilisations corporelles	–	–	–
Immobilisations incorporelles	–	–	–
Goodwill	–	(1)	(1)
Actifs financiers non courants	(2)	(2)	(4)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	–	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	(1)	2
Actifs destinés à être cédés	–	–	–
Impact en capitaux	–	–	–
Dettes financières non courantes et courantes	–	–	–
Provisions non courantes	(1)	–	(1)
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	–	–	–
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	–	–	–
Besoin en fonds de roulement	4	1	5
Coût de cession (acquisition) total	**4**	**(3)**	**1**
Plus value sur cession de titres consolidés	(3)	2	(1)
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	–	–	–
Trésorerie cédée ou acquise	(2)	1	(1)
Flux de trésorerie résultant des cessions ou sorties de sociétés consolidées	**(1)**	**–**	**(1)**

	BTP	Énergies et Services	Total Groupe 2016
Immobilisations corporelles	–	–	–
Immobilisations incorporelles	(4)	–	(4)
Goodwill	–	–	–
Actifs financiers non courants	6	1	7
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	–	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	1	1
Actifs destinés à être cédés	23	–	23
Impact en capitaux	–	–	–
Dettes financières non courantes et courantes	–	–	–
Provisions non courantes	–	(1)	(1)
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	–	–	–
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	–	(16)	(16)
Besoin en fonds de roulement	1	19	20
Coût de cession (acquisition) total	**26**	**4**	**30**
Plus value sur cession de titres consolidés	113	(1)	112
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	–	(1)	(1)
Trésorerie cédée ou acquise	–	15	15
Flux de trésorerie résultant des cessions ou sorties de sociétés consolidées	**139**	**17**	**156**

21.2. Calcul du cash flow libre

	31/12/2017	31/12/2016
Capacité d'autofinancement	**484**	**534**
Produit de l'excédent financier net	12	14
Impôt	(103)	(119)
CAF après produit de l'excédent financier net et impôt	**393**	**429**
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(159)	(217)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	40	44
Investissements d'exploitation nets	**(119)**	**(173)**
Cash flow libre	**274**	**256**

21.3. Détermination de la variation de besoin de fonds de roulement lié à l'activité

	31/12/2017	31/12/2016
ACTIF		
Stocks	29	79
Avances et acomptes versés sur commandes	(2)	11
Clients et comptes rattachés	(85)	(198)
Autres créances courantes et actifs financiers courants	(198)	19
Sous-total Actif (1)	**(256)**	**(89)**
PASSIF		
Avances et acomptes reçus sur commandes	20	(146)
Fournisseurs et comptes rattachés	277	260
Provisions courantes	(22)	(76)
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	(148)	245
Sous-total Passif (2)	**127**	**283**
Variation du Besoin du Fonds de Roulement lié à l'activité	**(129)**	**194**

(1) Actif = Diminution (Augmentation)
(2) Passif = (Diminution) Augmentation

Note 22. Impacts liés à la première application des normes IFRS 15 : « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers »

La norme IFRS 15 sera appliquée par le Groupe au 1er janvier 2018, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif.

Pour Bouygues Construction, le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires à « l'avancement » déjà appliqué par le Groupe est conforme aux dispositions d'IFRS 15. L'application de cette norme n'a pas d'impact significatif sur les états financiers comparatifs.

Les dispositions de la norme IFRS 9 sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers seront appliquées par le Groupe à compter du 1er janvier 2018 de manière rétrospective sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Quant aux dispositions spécifiques à la comptabilité de couverture, le Groupe les appliquera également au 1er janvier 2018, avec une approche prospective conformément aux dispositions édictées par la norme.

L'application de cette norme n'a pas d'impact significatif à l'échelle du Groupe sur les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2018.

Le tableau d'ouverture de l'exercice 2017 et les périodes intermédiaires 2017 présentent les effets de la nouvelle norme IFRS 15 applicable de manière obligatoire au 1er janvier 2018. Les effets des normes IFRS 15 et IFRS 9 sont présentés conjointement dans les tableaux au 31 décembre 2017.

Postes du bilan au 31 décembre 2016 impactés par la norme IFRS 15

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES CONSTRUCTION

Bilan consolidé (en millions d'euros)

Actif	31/12/2016 publié	Impact IFRS 15	31/12/2016 Retraité
Immobilisations corporelles	702		702
Immobilisations incorporelles	48		48
Goodwill	540		540
Coentreprises et entités associées	21		21
Autres actifs financiers non courants	253		253
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	103		103
Actif non courant	**1 667**		**1 667**
Stocks	262		262
Avances et acomptes versés sur commandes	168		168
Clients et comptes rattachés	2 955		2 955
Actif d'impôt (exigible)	84		84
Autres créances courantes	910		910
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 427		4 427
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres actifs financiers courants	13		13
Actif courant	**8 819**		**8 819**
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	2		2
Total actif	**10 488**		**10 488**

Capitaux propres et passif	31/12/2016 publié	Impact IFRS 15	31/12/2016 Retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	200		200
Réserve de conversion	95		95
Actions propres détenues	–		–
Résultat consolidé	320		320
Capitaux propres (part du Groupe)	**743**		**743**
Participations ne donnant pas le contrôle	26		26
Capitaux propres	**769**		**769**
Dettes financières non courantes	543		543
Provisions non courantes	853	(21)	832
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	24		24
Passif non courant	**1 420**	**(21)**	**1 399**
Avances et acomptes reçus sur commandes	474		474
Dettes financières courantes	22		22
Impôts courants	62		62
Fournisseurs et comptes rattachés	3 241		3 241
Provisions courantes	588		588
Autres passifs courants	3 416	21	3 437
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	475		475
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres passifs financiers courants	21		21
Passif courant	**8 299**	**21**	**8 320**
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	–		–
Total capitaux propres et passif	**10 488**		**10 488**
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	**3 387**		**3 387**

Postes du bilan au 31 mars 2017 impactés par la norme IFRS 15 (1)

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES CONSTRUCTION

Bilan consolidé (en millions d'euros)

Actif	31/03/2017 publié	Impact IFRS 15	31/03/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	657		657
Immobilisations incorporelles	46		46
Goodwill	540		540
Coentreprises et entités associées	23		23
Autres actifs financiers non courants	256		256
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	100		100
Actif non courant	**1 622**		**1 622**
Stocks	284		284
Avances et acomptes versés sur commandes	185		185
Clients et comptes rattachés	3 082		3 082
Actif d'impôt (exigible)	94		94
Autres créances courantes	923		923
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 862		3 862
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres actifs financiers courants	10		10
Actif courant	**8 440**		**8 440**
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	–		–
Total actif	**10 062**		**10 062**

Capitaux propres et passif	31/03/2017 publié	Impact IFRS 15	31/03/2017 Retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	519		519
Réserve de conversion	84		84
Actions propres détenues	–		–
Résultat consolidé	79		79
Capitaux propres (part du Groupe)	**810**		**810**
Participations ne donnant pas le contrôle	25		25
Capitaux propres	**835**		**835**
Dettes financières non courantes	546		546
Provisions non courantes	841	(21)	820
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	23		23
Passif non courant	**1 410**	**(21)**	**1 389**
Avances et acomptes reçus sur commandes	457		457
Dettes financières courantes	21		21
Impôts courants	65		65
Fournisseurs et comptes rattachés	2 931		2 931
Provisions courantes	526		526
Autres passifs courants	3 439	21	3 460
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	361		361
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres passifs financiers courants	17		17
Passif courant	**7 817**	**21**	**7 838**
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	–		–
Total capitaux propres et passif	**10 062**		**10 062**
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	**2 934**		**2 934**

(1) Les comptes consolidés au 31 mars 2017 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes

Postes du bilan au 30 juin 2017 impactés par la norme IFRS 15 (2)

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES CONSTRUCTION

Bilan consolidé (en millions d'euros)

Actif	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15	30/06/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	622		622
Immobilisations incorporelles	45		45
Goodwill	537		537
Coentreprises et entités associées	23		23
Autres actifs financiers non courants	273		273
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	98		98
Actif non courant	**1 598**		**1 598**
Stocks	280		280
Avances et acomptes versés sur commandes	166		166
Clients et comptes rattachés	3 129		3 129
Actif d'impôt (exigible)	88		88
Autres créances courantes	942		942
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 641		3 641
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres actifs financiers courants	15		15
Actif courant	**8 261**		**8 261**
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	–		–
Total actif	**9 859**		**9 859**

Capitaux propres et passif	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15	30/06/2017 Retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	509		509
Réserve de conversion	89		89
Actions propres détenues	–		–
Résultat consolidé	159		159
Capitaux propres (part du Groupe)	**885**		**885**
Participations ne donnant pas le contrôle	24		24
Capitaux propres	**909**		**909**
Dettes financières non courantes	529		529
Provisions non courantes	793	(21)	772
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	22		22
Passif non courant	**1 344**	**(21)**	**1 323**
Avances et acomptes reçus sur commandes	460		460
Dettes financières courantes	20		20
Impôts courants	52		52
Fournisseurs et comptes rattachés	2 967		2 967
Provisions courantes	493		493
Autres passifs courants	3 283	21	3 304
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	327		327
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres passifs financiers courants	4		4
Passif courant	**7 606**	**21**	**7 627**
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	–		–
Total capitaux propres et passif	**9 859**		**9 859**
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	**2 765**		**2 765**

(2) Les comptes consolidés au 30 juin 2017 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes

Postes du bilan au 30 septembre 2017 impactés par la norme IFRS 15 (3)

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES CONSTRUCTION

Bilan consolidé (en millions d'euros)

Actif	30/09/2017 publié	Impact IFRS 15	30/09/2017 Retraité
Immobilisations corporelles	591		591
Immobilisations incorporelles	43		43
Goodwill	528		528
Coentreprises et entités associées	22		22
Autres actifs financiers non courants	278		278
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	100		100
Actif non courant	**1 562**		**1 562**
Stocks	258		258
Avances et acomptes versés sur commandes	174		174
Clients et comptes rattachés	3 140		3 140
Actif d'impôt (exigible)	89		89
Autres créances courantes	890		890
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 535		3 535
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres actifs financiers courants	21		21
Actif courant	**8 107**		**8 107**
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	–		–
Total actif	**9 669**		**9 669**

Capitaux propres et passif	30/09/2017 publié	Impact IFRS 15	30/09/2017 Retraité
Capital social	128		128
Primes et réserves	517		517
Réserve de conversion	90		90
Actions propres détenues	–		–
Résultat consolidé	233		233
Capitaux propres (part du Groupe)	**968**		**968**
Participations ne donnant pas le contrôle	26		26
Capitaux propres	**994**		**994**
Dettes financières non courantes	535		535
Provisions non courantes	751	(21)	730
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	21		21
Passif non courant	**1 307**	**(21)**	**1 286**
Avances et acomptes reçus sur commandes	481		481
Dettes financières courantes	5		5
Impôts courants	63		63
Fournisseurs et comptes rattachés	3 063		3 063
Provisions courantes	487		487
Autres passifs courants	2 967	21	2 988
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	297		297
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–
Autres passifs financiers courants	5		5
Passif courant	**7 368**	**21**	**7 389**
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	–		–
Total capitaux propres et passif	**9 669**		**9 669**
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	**2 698**		**2 698**

(3) Les comptes consolidés au 30 septembre 2017 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes

Postes des états financiers au 31 décembre 2017 impactés par les normes IFRS 15 et IFRS 9

Bilan

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES CONSTRUCTION

Bilan consolidé (en millions d'euros)

Actif	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 Retraité	Impact IFRS 9	01/01/2018 Retraité
Immobilisations corporelles	598		598		598
Immobilisations incorporelles	44		44		44
Goodwill	526		526		526
Coentreprises et entités associées	30		30		30
Autres actifs financiers non courants	270		270	(1)	269
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	89		89		89
Actif non courant	**1 557**	**0**	**1 557**	**(1)**	**1 556**
Stocks	237		237		237
Avances et acomptes versés sur commandes	161		161		161
Clients et comptes rattachés	2 850		2 850		2 850
Actif d'impôt (exigible)	95		95		95
Autres créances courantes	875		875		875
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310		4 310		4 310
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–		–
Autres actifs financiers courants	9		9		9
Actif courant	**8 537**	**0**	**8 537**	**0**	**8 537**
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	–		–		–
Total actif	**10 094**	**0**	**10 094**	**(1)**	**10 093**

Capitaux propres et passif	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 Retraité	Impact IFRS 9	01/01/2018 Retraité
Capital social	128		128		128
Primes et réserves	505		505	(1)	504
Réserve de conversion	1		1		1
Actions propres détenues	–		–		–
Résultat consolidé	320		320		320
Capitaux propres (part du Groupe)	**954**	**0**	**954**	**(1)**	**953**
Participations ne donnant pas le contrôle	25		25		25
Capitaux propres	**979**	**0**	**979**	**(1)**	**978**
Dettes financières non courantes	511		511		511
Provisions non courantes	750	(21)	729		729
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	17		17		17
Passif non courant	**1 278**	**(21)**	**1 257**	**0**	**1 257**
Avances et acomptes reçus sur commandes	469		469		469
Dettes financières courantes	5		5		5
Impôts courants	59		59		59
Fournisseurs et comptes rattachés	3 144		3 144		3 144
Provisions courantes	529		529		529
Autres passifs courants	3 243	21	3 264		3 264
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	385		385		385
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	–		–		–
Autres passifs financiers courants	3		3		3
Passif courant	**7 837**	**21**	**7 858**	**0**	**7 858**
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	–		–		–
Total capitaux propres et passif	**10 094**	**0**	**10 094**	**(1)**	**10 093**
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	**3 409**	**0**	**3 409**	**0**	**3 409**

Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie ne sont pas impactés par les normes IFRS 15 et IFRS 9.

76 • 77

Présentation des catégories d'actifs financiers non courants et des dépréciations selon la norme IFRS 9

(en millions d'euros)	Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs évalués à la juste valeur en résultat	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Total
31 décembre 2016 (IAS39)	**96**	**–**	**–**	**157**	**253**
Flux 2017	(7)	–	–	24	17
31 décembre 2017 publié (IAS39)	**89**	**–**	**–**	**181**	**270**
Échéances < 1 an	–	–	–	12	12
Entre 1 et 5 ans	–	–	–	79	79
> 5 ans	89	–	–	90	179

(en millions d'euros)	Instruments de capitaux propres		Instruments de dette	Total
	JV par OCI	JV par résultat	Coût amorti	
1er janvier 2018 (IFRS 9)	**69**	**13**	**187**	**270**
Valeur brute (IFRS 9)	69	13	216	298
Dépréciation (IFRS 9)	–	–	(29)	(29)
Valeur nette (IFRS 9)	69	13	187	270

(en millions d'euros)	JV par OCI	JV par résultat	Coût amorti	Total
1er janvier 2018 (IFRS 9)	**69**	**13**	**187**	**270**
Valeur brute (IFRS 9)	69	13	216	298
Dépréciation (IFRS 9)	–	–	(29)	(29)
Valeur nette (IFRS 9)	69	13	187	270

Carnet de commande (IFRS 15)

Le carnet de commande du Groupe au 31 décembre 2017 s'établit à 21 177 millions d'euros, dont 42 % de réalisation attendue dans les 12 mois.

Note 23. Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2017.

Missions	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
	12/2017	%	12/2016	12/2017	%	12/2016	12/2017	%	12/2016	12/2017	12/2016
A - AUDIT											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 227	96 %	2 217	3 416	92 %	3 475	163	14 %	286	5 806	5 978
Missions accessoires	95	4 %	50	203	6 %	334	2	0 %	47	300	431
Sous-total 1	**2 322**	**100 %**	**2 267**	**3 619**	**98 %**	**3 809**	**165**	**14 %**	**333**	**6 106**	**6 409**
B - AUTRES PRESTATIONS											
Juridique, fiscal, social	–	–	–	77	2 %	55	929	80 %	79	1 006	134
Autres	1	0 %	–	–	0 %	–	70	6 %	46	71	46
Sous-total 2	**1**	**0 %**	**–**	**77**	**2 %**	**55**	**999**	**86 %**	**125**	**1 077**	**180**
Total charge d'honoraires	**2 323**	**100 %**	**2 267**	**3 696**	**100 %**	**3 864**	**1 164**	**100 %**	**458**	**7 183**	**6 589**

Note 24. Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2017

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
INTÉGRATION GLOBALE						
1. Bouygues Construction						
Bouygues Construction SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• France						
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %
Challenger Investissement SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Distrimo SNC	Cléon	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Materiel SNC	Tourville-la-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %
GIE Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Structis SNC	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %
• Étranger						
Bypar SARL	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Structis Maroc	Casablanca	Maroc	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
2. Bouygues Bâtiment Ile-de-France						
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• France						
Bati Renov SA	Orly	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %
Bouygues Bâtiment Ile-de-France PPP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Brezillon SA	Margny-lès-Compiègne	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %
Elan SARL	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Linkcity Ile-de-France (ex-Sodearif)	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Cogemex SAS	Ivry-sur-Seine	France	–	100,00 %	–	100,00 %
3. Filiales Entreprises France Europe						
• France						
Linkcity Centre Sud-Ouest (ex-Cirmad Centre Sud-Ouest)	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Nord-Est (ex-Cirmad Nord-Est)	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Sud-Est (ex-Cirmad Grand Sud)	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Linkcity Grand Ouest (ex-Cirmad Prospectives)	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest (ex-DV)	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Sud-Est (ex-GFC)	Colombier Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex-Quille Constr)	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Nord-Est (ex-Pertuy)	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Quille SA	Rouen	France	–	100,00 %	–	100,00 %
• Étranger						
Acieroid SA	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Colt España	L'Hospitalet de Llobregat	Espagne	–	60,00 %	–	60,00 %
Losinger Holding AG	Lucerne	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Losinger Marazzi AG	Köniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Richelmi SA	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
4. Bouygues Bâtiment International						
Bouygues Bâtiment International SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• France						
Kohler Investment	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• Étranger						
Americaribe Inc.	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction India Building Projects LLP	Mumbai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Bâtiment Guinée équatoriale SA	Malabo	Guinée équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinite et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcao Brasil	Sao Paulo	Brésil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Peru	Lima	Pérou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Nonthaburi	Thaïlande	85,00 %	85,00 %	90,57 %	90,57 %
Bouygues UK Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BY Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BY Thai/VSL Australia Ltd	Bangkok	Thaïlande	92,32 %	92,32 %	99,97 %	99,97 %
Bymaro	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Byme Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme USA Inc.	Miami	Etats-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore PTE Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering and Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Hallmark - BY Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Karmar SA	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %
Thomas Vale Group	Worcestershire	Royaume-Uni	–	100,00 %	–	100,00 %
Tower Hamlets LEP Ltd	Londres	Royaume-Uni	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VCES Holding SRO et ses filiales	Prague	République tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Westminster Local Education Partnership Ltd	Londres	Royaume-Uni	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Linkcity Poland (ex-Bypolska Property Developement)	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
5. Autres Filiales BI						
• Étranger						
Asiaworld Expo Management Ltd	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages et Travaux Publics (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages - Bouygues TP MTRC SCL 1128	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macau	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
6. Bouygues Travaux Publics						
Bouygues TP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• France						
DTP SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Services Nucleaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYTP REGIONS FRANCE SA	Labège	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
• Étranger						
Bouygues Construction Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics MC (Monaco)	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works	Johannesburg	Afrique du Sud	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works Florida	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Gounkoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (KMS) SPRL	Watsa Province orientale	Rép.Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mining and Rehandling Services (Mars)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Prader Losinger SA	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société de Construction du Pont Riviera Marcory	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société Ivoirienne du Métro d'Abidjan (Sicma) SA	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
7. VSL						
VSL International Ltd	Köniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• Étranger						
VSL Construction Systems	Barcelone	Espagne	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia PTY LTD	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil-Jona	Suisse	69,91 %	69,91 %	70,00 %	70,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	67,00 %	67,00 %	67,00 %	67,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubaï	Émirats Arabes Unis	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	78,40 %	78,40 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Portugal	Paco De Arcos	Portugal	99,33 %	99,33 %	99,33 %	99,33 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Subingen	Suisse	99,88 %	99,88 %	99,88 %	99,88 %
VSL Systems (Brunei)	Darussalam	Brunei	–	60,00 %	–	60,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Tchequecz	Prague	République tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,15 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
8. Bouygues Energies & Services						
Bouygues Energies & Services SAS	Montigny-Le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• France						
Axione	Malakoff	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Fondations	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Bouygues E&S Industrie et Logistique	Montigny-le-Bretonneux	France	–	100,00 %	–	100,00 %
Bouygues E&S Spv Management	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feyzin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Marc Favre SAS	Valleiry	France	–	100,00 %	–	100,00 %
Thiais Lumiere SAS	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
• Étranger						
Axione Gabon SA	Libreville	Gabon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Technics Schweiz (ex-Balestra Galiotto TCC)	Grand-Lancy	Suisse	–	100,00 %	–	100,00 %
Barking & Dagenham Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Barnet Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BY Home Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Lewisham Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mid Essex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
North Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Central Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	93,85 %	93,85 %	93,85 %	93,85 %
Bouygues E&S FM Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europland Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Gastier et ses filiales	Montréal	Canada	85,00 %	85,00 %	85,00 %	85,00 %
GIE Lumen	Libreville	Gabon	–	63,31 %	–	75,00 %
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Schweiz (ex-Mibag Property Fm)	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mibag Property Managers AG	Zug	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mindful Experience Inc.	Toronto	Canada	43,35 %	43,35 %	51,00 %	51,00 %
Peterborough Schools Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Plan Group Inc. et ses filiales	Toronto	Canada	85,00 %	85,00 %	85,00 %	85,00 %
Bouygues E&S Gabon	Libreville	Gabon	84,42 %	84,42 %	84,42 %	84,42 %
West Middlesex Hospital Project Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Abakus Byes Solar UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Japan	Tokyo	Japon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ACTIVITÉS CONJOINTES						
1. Bouygues Bâtiment Ile-de-France						
Chrysalis Developpement SAS	Paris	France	65,00 %	65,00 %	65,00 %	65,00 %
2. Filiales Entreprises France Europe						
XXL Marseille SNC	Marseille	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3. Bouygues Bâtiment International						
Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Rangoun	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
CMBI SNC	Antananarivo	Madagascar	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
4. Bouygues Travaux Publics						
Bombela Civils JV Ltd	Johannesburg	Afrique du Sud	–	45,00 %	–	45,00 %
Société pour la réalisation du Port de Tanger Méditerranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS SAS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Oc'via Maintenance SAS	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nîmes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Constructeurs CSO Vichy	Lyon	France	–	66,00 %	–	66,00 %
GIE Compagnie Maritime du Littoral	Rueil-Malmaison	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Prefa Réunion	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
KAS 1 Limited	Saint Helier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %
5. Bouygues Energies & Services						
Themis FM SAS	Versailles	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa SAS	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
Plessentiel GIE	Guyancourt	France	–	28,50 %	–	28,50 %
Plessentiel SAS	Guyancourt	France	–	28,50 %	–	28,50 %
COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES						
1. Bouygues Construction						
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
2. Filiales Entreprises France Europe						
3. Bouygues Bâtiment International						
AnfaB21 SAS	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
Bouygues Construction Qatar LLC	Doha	Qatar	72,00 %	72,00 %	72,00 %	72,00 %
Hermes Airports Ltd	Nicosie	Chypre	22,00 %	22,00 %	22,00 %	22,00 %
Zaic a Limited	Leeds	Royaume-Uni	20,77 %	20,77 %	20,77 %	20,77 %
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
4. Bouygues Travaux Publics						
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	45,00 %	45,00 %	45,00 %	45,00 %
Bombela TKC JV PTY Ltd	Johannesburg	Afrique du Sud	–	25,00 %	–	25,00 %
Transjamaican Highway Limited	Kingston	Jamaïque	48,89 %	48,89 %	48,89 %	48,89 %
Warnowquerung	Rostock	Allemagne	30,00 %	30,00 %	30,00 %	30,00 %
5. VSL						
GPN2	Rueil-Malmaison	France	48,00 %	48,00 %	48,00 %	48,00 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales de Construction	Santiago	Chili	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
6. Bouygues Energies & Services						
Betron	Ottawa	Canada	42,50 %	42,50 %	50,00 %	50,00 %

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de la Direction des Relations Investisseurs de Bouygues SA.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

À l'Assemblée générale de la société Bouygues Construction,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale,nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bouygues Construction relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel,ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- votre Groupe constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note 2.2.3, paragraphe « Comptabilisation des contrats de construction » de l'annexe aux comptes consolidés. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par votre Société. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, et à évaluer les principaux contrôles mis en œuvre par le Groupe pour mesurer les résultats à terminaison. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations ;

- votre société constitue des provisions pour litiges et contentieux, présentées dans les notes 2.2.2 et 6.1 de l'annexe aux comptes consolidés, destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est notamment fondée sur l'examen de la situation et des hypothèses qui sous-tendent leur évaluation.

Vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Courbevoie et Paris-La Défense, le 22 mars 2018

Les Commissaires aux comptes

Mazars		**Ernst & Young Audit**
Gilles Rainaut	Julien Marin Pache	Laurent Vitse

Comptes individuels

Bilan de Bouygues Construction au 31 décembre 2017

Actif (en millions d'euros)	31/12/2017			31/12/2016
	Brut	Amortissements & Dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	79	66	13	18
Immobilisations corporelles	29	18	11	11
Immobilisations financières :				
• Participations	672	38	634	638
• Autres	408	0	407	427
Sous-total	**1 080**	**38**	**1 042**	**1 065**
Actif immobilisé	**1 188**	**122**	**1 066**	**1 094**
Stocks et en-cours	–	–	–	–
Avances et acomptes versés sur commandes	0	–	0	0
Clients et comptes rattachés	25	–	25	17
Autres créances	219	9	210	247
Valeurs mobilières de placement	–	–	–	–
Disponibilités	2 047	–	2 047	2 148
Actif circulant	**2 292**	**9**	**2 282**	**2 412**
Comptes de régularisation et assimilés	67	–	67	88
Total actif	**3 547**	**131**	**3 416**	**3 595**

Passif (en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	0	0
Réserves	13	13
Report à nouveau	359	(15)
Résultat de l'exercice	196	371
Subventions d'investissement	–	–
Provisions réglementées	–	–
Capitaux propres	**711**	**512**
Autres fonds propres	**–**	**–**
Provisions	**13**	**44**
Dettes financières	**542**	**561**
Avances et acomptes reçus sur commandes	**–**	**–**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33	32
Autres dettes non financières	60	61
Dettes non financières	**92**	**93**
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	2 006	2 318
Comptes de régularisation et assimilés	53	66
Total passif	**3 416**	**3 595**

88 • 89

Compte de résultat de Bouygues Construction au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Chiffre d'affaires	**204**	**178**
Autres produits d'exploitation	2	2
Achats et variations de stocks	–	–
Impôts, taxes et versements assimilés	(4)	(4)
Charges de personnel	(81)	(65)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(117)	(106)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	(8)	(8)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	2	2
Résultat d'exploitation	**(3)**	**(1)**
Produits et charges financiers	204	377
Résultat courant (avant impôts)	**201**	**376**
Produits et charges exceptionnels	2	0
Participation des salariés	–	–
Impôts sur les bénéfices	(7)	(5)
Résultat net	**196**	**371**

Tableau de financement en flux de trésorerie de Bouygues Construction au 31 décembre 2017

(en millions d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
A. OPÉRATIONS LIÉES À L'ACTIVITÉ		
Capacité d'autofinancement		
• Résultat de l'exercice	196	371
• Dotations aux amortissements	8	8
• Dotations et reprises de dépréciations et de provisions (1)	1	4
• Plus-values nettes sur cessions d'actif et divers (2)	(3)	0
Sous-total	203	383
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		
• Actif circulant et comptes de régularisation	51	78
• Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	(15)	(13)
Trésorerie provenant de l'activité	**239**	**448**
B. OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :		
• Acquisitions d'Immobilisations incorporelles et corporelles	(4)	(4)
• Acquisitions de participations financières	(34)	0
Sous-total	(38)	(4)
Cessions des actifs immobilisés :		
• Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
• Cessions de participations financières	0	0
Immobilisations financières diverses nettes	(8)	(8)
Dettes nettes sur immobilisations	(1)	0
Trésorerie affectée aux investissements	**(46)**	**(11)**
C. OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres	0	0
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(20)	(500)
Dettes financières nettes	8	18
Trésorerie résultant du financement	**(12)**	**(482)**
Variations de la trésorerie (A + B + C)	**180**	**(45)**
Trésorerie nette au 1er janvier (3)	(169)	(124)
Flux nets de l'exercice hors incidence des flux non monétaires	180	(45)
Autres flux non monétaires	31	–
Trésorerie nette à la clôture (3)	42	(169)

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants
(2) Net d'impôt société
(3) Disponibilités + VMP - Concours bancaires courants

90 • 91

Liste des filiales et participations - Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital [4]	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats [4]	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus			Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
				Brute	Nette							
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS [1] [2]												
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)				**639**	**622**		**605**	**112**				
DTP	10	2	100,00 %	24	24		–	–	6	6	14	
Bouygues Bâtiment International	25	103	100,00 %	85	85		75	48	329	8	–	
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	23	99,70 %	103	103		–	–	1 532	47	27	
Bouygues Travaux Publics	41	60	92,02 %	93	93		43	46	1 024	65	57	
BYES [5]	51	82	100,00 %	158	158		256	9	2 543	(5)	15	
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	9	100,00 %	35	35		0	–	322	13	4	
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	8	100,00 %	11	11		0	9	177	4	3	
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	21	100,00 %	6	6		0	–	448	14	9	
Fichallenge	2	(7)	100,00 %	2	–		–	–	–	1	–	
Challenger	0	–	99,99 %	15	15		–	–	18	2	–	
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	30	100,00 %	4	4		–	–	420	18	3	
Kohler	0	22	100,00 %	25	25		36	–	–	(0)	–	
VSL (Suisse)	2	(6)	100,00 %	32	32		84	–	19	1	–	1 CHF = 0,854555
Losinger Holding (Suisse)	15	9	99,96 %	22	22		–	–	-	58	51	1 CHF = 0,854555
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	74	100,00 %	6	6		107	–	320	33	11	1 HKD = 0,106701
Acieroid (Espagne)	1	1	93,81 %	15	-		3	–	20	(3)	–	
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler				**–**	**–**		**–**	**–**				
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.												
Total				**33**	**12**		**9**					
Filiales françaises (ensemble)				2	1		9				1	
Filiales étrangères (ensemble) [3]				0	0		–				0	
Participations dans des sociétés françaises				30	11		0				0	
Participations dans des sociétés étrangères				0	0		0					
Total global				**672**	**634**		**614**					

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble)
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination
(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques
(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation
(5) Réserves et résultats consolidés hors part des tiers et CA consolidé du Groupe

92 • 93

Direction de la Communication de Bouygues Construction.
Conception et réalisation : agence **aristophane**
Avril 2018. Disponible en français ou en anglais, le Rapport financier 2017
peut être téléchargé sur www.bouygues-construction.com

RETROUVEZ NOTRE RAPPORT FINANCIER SUR
WWW.BOUYGUES-CONSTRUCTION.COM

www.bouygues-construction.com • blog.bouygues-construction.com
twitter.com/bouygues–c • youtube.com/bouyguesconstruction

Bouygues Construction
1, avenue Eugène Freyssinet Guyancourt
78065 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex
Tél. : +33 (0)1 30 60 33 00

BOUYGUES CONSTRUCTION

Shared **innovation**